

N°774
DU 18 AU 24 AVRIL 2015

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Sarah Proust

- RÉDACTRICE EN CHEF Sarah Nafti
- PHOTO Mathieu Delmestre
- MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
- FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé

- N° DE COMMISSION PARITAIRE : 1118P11223
- ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 180 000 exemplaires

Quatre motions en lice



Le conseil national de synthèse a entériné le dépôt de quatre motions en vue du congrès de Poitiers qui se tiendra les 5, 6 et 7 juin. Les militants ont le choix entre la motion A « Le renouveau socialiste » présentée par Jean-Christophe Cambadélis, la motion B « À gauche pour gagner », présentée par Christian Paul, la motion C « Osons un nouveau pacte citoyen et républicain » présentée par Florence Augier et la motion D « La Fabrique » présentée par Karine Berger. Le débat est lancé. Les militants trancheront lors du vote sur les motions le 21 mai, puis pour l'élection du premier secrétaire le 28 mai.

AG
EN
DA

21 mai 2015

*Vote sur
les motions*

28 mai 2015

*Élection du
Premier secrétaire*

LES INTERVENTIONS



MICHEL DESTOT
PRÉSIDENT DU CN

Mes camarades au nom du premier secrétaire national, Jean-Christophe Cambadélis, et je le sais, en votre nom à tous, je voudrais rendre hommage à deux camarades, à deux amis, qui nous ont quittés depuis notre dernière réunion du Conseil national.

Sénateur, maire de Clichy-sous-Bois de 1995 à 2011, Claude Dilain nous a quittés le 3 mars dernier. Il restera pour nous tous cette personnalité au parcours singulier, connu et reconnu pour son engagement sans faille en faveur des territoires délaissés. Médecin, pédiatre de formation, il était d'abord et avant tout un élu de terrain, fortement enraciné dans sa ville de Clichy-sous-Bois, une des communes les moins favorisées de France. Il se sera inlassablement battu pour la transformer et lui offrir des perspectives de développement. La bataille pour la reconnaissance des banlieues, trop souvent oubliées de la République, aura été le combat de sa vie. En Seine-Saint-Denis, il a réussi à dépasser les clivages politiques pour désenclaver son territoire : rénovation urbaine, arrivée du tramway, projet artistique avec la Tour Utrillo, son empreinte sur Clichy aura été particulièrement forte. Président de l'association Villes et Banlieues de 2008 à novembre 2011, alors que j'assurai moi-même la présidence de l'association des maires des grandes villes de France, nous avons travaillé ensemble à de nombreuses reprises. En 2011, nos deux associations avaient publié un manifeste commun pour la réforme de la politique de la ville. Je garde le souvenir d'un homme engagé, d'un ami proche au regard bienveillant, un beau visage de notre famille.

C'est aussi avec beaucoup d'émotion que je veux en votre nom rendre hommage à celui qui fut maire de Tours durant 19 ans. Sénateur d'Indre-

et-Loire, à notre camarade et ami Jean Germain, disparu le 7 avril. Juriste de formation, il a enseigné le droit constitutionnel et les finances publiques. Président de l'université François-Rabelais, Jean Germain a ouvert de nombreux chantiers : l'accompagnement de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, la professionnalisation d'un certain nombre de filières de formation, l'ouverture européenne des cursus par la multiplication des programmes Erasmus et Comenius. Jean Germain était délégué national du Parti socialiste auprès de François Hollande, chargé de l'éducation et des universités. Il exerçait également l'intérim de la présidence de la région Centre à deux reprises en remplacement de Michel Sapin. La passion de Jean Germain, c'était sa ville, c'était Tours. Succédant à Jean Royer en 1995 comme maire de Tours, Jean Germain a métamorphosé sa ville en l'espace de 19 ans. Je pense bien sûr au vaste chantier du tramway, aux restructurations des places Pilorget, de la Tranchée, du Général Leclerc, aux grands projets urbains, à son combat pour que Tours devienne une métropole du XXI^e siècle.

Le Parti socialiste, la ville de Tours, la France a perdu un élu de qualité, pudique, humain et bon vivant, un homme qui a consacré une partie de sa vie à servir les autres. Il avait une haute idée de la politique, du service public, de son pays. Il ne supportait pas l'injustice et le déshonneur. Jean va nous manquer. Je vous demande de bien vouloir réserver une minute de silence.

Je vous remercie. Nous allons passer sans transition à notre ordre du jour de ce Conseil, qui, après l'intervention de Guillaume Bachelay présentant le rapport d'activités, entendra les représentants des différentes motions qui sont déposées. Et je demande tout de suite à ce que les porte-parole, les représentants de ces motions, puissent se rapprocher de notre coordination, de Bertrand Druon, qui est au pied de la tribune, pour les faire officiellement enregistrer. Nous aurons, ensuite après le rapport de Guillaume Bachelay, la présentation de ces différentes motions. Et dans un deuxième temps, nous pourrions entendre les représentants des différentes sensibilités et des représentants des contributions, qui seront rattachés à l'une ou l'autre de ces motions, qui pourront s'exprimer.

Nous essaierons de tenir le temps qui est imparti, c'est-à-dire de 15 minutes pour chacune des motions qui vont être enregistrées. En attendant cette présentation des motions, nous commençons par le premier point qui est à l'ordre du jour. Je demande à Guillaume Bachelay de bien vouloir faire le rapport d'activités depuis notre dernière séance du Conseil national.



Chers camarades,

Le rapport d'activité n'est pas l'unique point à l'ordre du jour, aussi mon propos sera-t-il bref. Je voudrais, à l'entame de notre Conseil national, faire en quelques minutes un tour d'horizon de l'action collective du Parti ces deux derniers mois.

Et d'abord, dans le champ international marqué par le terrorisme fondamentaliste qui a de nouveau frappé. À Copenhague. À Bamako et Kidal au Mali. À Tunis. À Garissa au Kenya. À chaque fois, nous avons dit notre effroi face à ce déchaînement de violence et tout notre soutien aux victimes. Nous avons œuvré à des rassemblements de solidarité à Paris, devant les ambassades du Danemark et de Tunisie. Et avant-hier, nous avons dénoncé la cyber-attaque contre TV5 monde revendiquée par Daech. Face à la menace, la réponse est internationale et la mobilisation totale.

Dans la période récente, les socialistes ont également condamné des violations des droits de l'homme, je pense au bannissement de l'ancien président réformateur iranien Mohammad Khatami dont les paroles, la photo et même le nom ont disparu des médias de son pays, ou encore à l'assassinat de Boris Nestov à Moscou. Nous avons salué des avancées diplomatiques majeures. C'est sous l'impulsion du président de la République et de la chancelière allemande qu'a été négocié un cessez-le feu en Ukraine, l'accord de Minsk 2, étape indispensable pour, à terme, espérer aboutir à une résolution du conflit. C'est aussi la diplomatie française qui, à Lausanne, s'est impliquée pour l'élaboration d'un accord-cadre solide qui autorise l'Iran à engager un programme nucléaire civil, tout en veillant à ce qu'il ne soit pas en situation de pouvoir se doter de l'arme nucléaire. Pour la paix et la stabilité dans la région, contre la prolifération nucléaire dans le

monde, une étape décisive a été franchie même s'il reste du chemin à parcourir, afin notamment de s'assurer que l'Agence internationale de l'énergie atomique puisse pénétrer dans tous les sites et mener toute sa mission. Dans le concert mondial, la France, nation indépendante et influente, est active. La France précisément, où notre action au service des Français se poursuit et s'amplifie. Plusieurs avancées ont été initiées ou enregistrées ces dernières semaines : prime d'activité en 2016 issue de la fusion du RSA activité et de la Prime pour l'emploi, réforme du collège qui complète celle du primaire, nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie, protection de la biodiversité avec une gouvernance de l'eau rendue plus transparente, création du compte personnel d'activité en 2017, projet de loi sur le dialogue social – dont les principes ont été récemment exposés par François Rebsamen devant notre Bureau national. Il y a, bien sûr, les importantes conquêtes du projet de loi santé : la lutte accrue contre les déserts médicaux, l'accès facilité à l'IVG, le « droit à l'oubli » permettant à d'anciens malades d'accéder à un prêt immobilier ou un crédit à la consommation et le tiers payant généralisé, dont nous pouvons être fiers car il fera date dans l'histoire de la République sociale. Quant à la loi pour l'activité et la croissance, elle est actuellement débattue au Sénat.

La situation économique s'améliore. Il y a une nouvelle donne qu'il faut bonifier, améliorer. Se conjuguent en effet une conjoncture internationale et européenne (prix du pétrole, loyer de l'argent en Europe, euro moins cher – enfin !, comme quoi c'était possible – pour nos entreprises exportatrices, notamment industrielles) et politique de redressement menée en France – croissance, confiance des ménages, consommation, production industrielle, dans l'automobile par exemple, déficits. Appuyer ce retour de la croissance est absolument essentiel : c'est la priorité pour l'emploi et le pouvoir d'achat. C'est pourquoi nous avons salué les mesures pour l'investissement privé comme public annoncées mercredi dernier par le Premier ministre.

Les deux mois qui se sont écoulés depuis notre précédente réunion ont aussi été marqués par des actes et des propos graves, de nature xénophobe, antisémite, islamophobe, homophobe, anti-élus. Nous les avons condamnés et nous les combattons. Quand des personnes sont visées au nom de leurs convictions religieuses, de leur orientation sexuelle, de leur engagement citoyen, c'est la République toute entière qui est attaquée, et les socialistes qui sont mobilisés.

Ces dernières semaines, la vie de notre démocratie a bien sûr été rythmée par les élections. Deux départements sur trois sont aujourd'hui dirigés par la droite malgré la campagne active menée par nos candidats et nos militants, malgré la qualité des bilans et des projets qu'ils portaient. Même si la gauche a su se rassembler au second tour face à la droite et à l'extrême-droite, les divisions du premier tour ont pesé lourd. À l'issue de ces élections, le paysage politique est marqué, sur fond d'abstention forte, par l'affirmation de trois forces, une « tri-

partition avec oligopole droitier » ai-je lu l'autre jour dans un journal. L'UMP et l'UDI l'ont emporté sans plébiscite et avec, face à l'extrême-droite, une ligne dangereuse pour la République ; le FN poursuit son implantation géographique et sociologique sans, toutefois, remporter un seul département et dont la crise qu'il traverse dans l'après-scrutin ne doit pas faire illusion – il s'agit pour Marine Le Pen de continuer à dissimuler la nature réelle de l'extrême-droite ; une gauche en recul en distinguant néanmoins le résultat arithmétique du second tour – il est manifeste – et le résultat politique du premier tour : 22 % pour le PS et ses alliés proches – dans un scrutin où l'absence de résultats perceptibles au plan national prédomine, où une offre politique à notre gauche ne convainc pas, que les divisions de la gauche font perdre en de nombreux endroits. C'est pourquoi notre Premier secrétaire a souhaité qu'un dialogue avec les formations de gauche et les écologistes soit initié dès le 30 mars, il se déroule depuis lors.

Pendant qu'à gauche, ça travaille, à droite, ça déraille. J'ai évoqué la pseudo-crise au Front national, pseudo car, mes camarades, dans « Rivarol » ou sur Internet, l'extrême-droite, c'est l'extrême-droite ! Et voyant cela, nous mesurons combien notre Parti a eu, pendant la campagne départementale, raison de désigner le Front national, comme adversaire de la République. Et puis il y a la droite. La droite dans toutes ses dimensions. La droite 3 D. Démagogique,

quand elle détourne le principe de laïcité dans un débat nauséeux sur les cantines scolaires. Dure, on le voit dans les territoires : qu'il s'agisse souvent, dans les communes qu'elle dirige, de réduire les moyens alloués à la culture, de ne pas construire de logements sociaux ou encore, qu'il s'agisse de ses premières annonces dans les départements qu'elle préside, de diminuer les effectifs de la fonction publique territoriale, c'est-à-dire – il faut appeler un chat un chat et la droite la droite – de diminuer les services publics de proximité pour les habitants. Dangereuse, lorsque, en cas de duel entre l'extrême-droite et le Parti socialiste au deuxième tour d'une élection – on l'a vu dans le Doubs avec Frédéric Barbier à la législative partielle en février, aux départementales en mars –, elle pratique le « ni-nisme », on devrait dire le « cynisme ». Le ni-ni, c'est la doctrine Sarkozy en cas de duel PS / FN, parti républicain face à l'extrême-droite. Pourtant, quand on a été président de la République, on devrait toujours être présidé par la République. Voilà la droite telle qu'en elle-même : démagogique, dure, dangereuse. La droite 3D, la droite trois dimensions qui, avec sa primaire, va bientôt entrer dans la quatrième...

J'achève ici mon propos et ce rapport d'activité, celui de notre parti, celui du collectif.

Bons travaux et bon Congrès, mes camarades.



KARINE BERGER
PREMIÈRE SIGNATAIRE DE LA MOTION D

Bonjour mes chers camarades. La motion que nous déposons s'appelle La Fabrique. Après la première partie de notre Congrès, elle est is-

sue de l'alliance des contributions générales de Vers une République écocitoyenne de Madeleine Ngombet, de La Boîte à idées de Nicolas Brien, de Agis de Dominique Bertinotti, et la contribution générale de Cohérence socialiste.

Alors, pourquoi une motion ? Parce que ce Congrès doit être utile, parce que notre parti est en mesure de produire beaucoup d'idées nouvelles pour relancer le quinquennat et pour reconquérir la confiance de nos électeurs. Parce que nous souhaitons soumettre 80 propositions aux militants pour qu'ils puissent les débattre et pour que nous soyons en mesure de réformer tout au long de la seconde partie du quinquennat. Pourquoi ce titre, La Fabrique ? Parce que le Parti socialiste doit redevenir la fabrique des idées de gauche pour 2017, la fabrique des nouvelles pratiques politiques, la fabrique du renouvellement, la fabrique de l'avenir avec tous les citoyens. Et nous pensons qu'il y a urgence que le Parti socialiste réincarne l'avenir et l'espérance. Nous venons tous de terminer une période électorale difficile où les électeurs de gauche nous ont dits que nous n'incarnerions plus complètement cet avenir. Au cours de ces départementales, les électeurs de gauche nous ont plus souvent parlé de politique nationale que de politique locale. Et ils nous ont toujours posé les mêmes questions : sur l'emploi,

bien sûr, mais aussi sur la retraite, sur la santé, sur les personnes âgées, sur le handicap. Quelle est notre réponse au déremboursement qu'ils subissent des soins pour la Sécurité sociale ? Pourquoi certains de nos aînés modestes ont, pour la première fois de leur vie, payé un impôt sur le revenu l'an dernier ? Toutes ces questions, nous les avons entendues en porte-à-porte, tous les militants y ont été confrontés.

C'est d'abord à eux, à ces Français, à ces électeurs de gauche déçus que le Congrès de Poitiers doit répondre, c'est d'abord à eux que nous devons penser dans ces huit prochaines semaines qui nous amèneront à réinventer le Parti socialiste pour les trois prochaines années. Si nous ne leur répondons pas maintenant, alors nous ne serons pas en ordre de marche pour 2017. C'est donc aux électeurs de gauche que La Fabrique propose des réponses, des mesures à prendre très vite, dans l'année qui vient, pour stopper l'hémorragie de confiance que la gauche est en train d'affronter.

Notre motion, je l'ai dit, portera 80 propositions autour de quatre grandes questions : « *Comment peut-on reprendre la main politique dans la mondialisation ?* », « *Comment le Parti socialiste répond-il à l'angoisse sociale de nos concitoyens ?* », « *Comment peut-on reconstruire l'exemplarité de notre République qui est si mise à mal par les électeurs du Front national ?* », et « *Comment renforce-t-on la démocratie en France ?* ». Autour de ces quatre questions, nous porterons nos propositions de réforme, nos réponses aux militants. Ce sont parmi ces quatre questions, celles que nous devons réussir à aborder et pour lesquelles nous devons trouver des réponses avant 2017.

En 2008, un modèle économique, politique, social, moral s'est écroulé. Et l'état dans lequel les socialistes ont retrouvé le pays en 2012 a nécessité obligatoirement une première phase de redressement. Mais désormais, la situation exige la recherche de solutions radicalement nouvelles, tant sur le plan économique et social que sur le plan des questions sociétales, républicaines ou culturelles. Je vais présenter quelques-unes de ces propositions, évidemment pas les 80.

Face au chômage, nous proposons de consacrer aux chômeurs de longue durée 30 % des 34 milliards d'euros destinés chaque année à la formation professionnelle, car aujourd'hui, sur ces 34 milliards, seuls 2 % sont destinés aux chômeurs de longue durée. Nous proposons aussi, et ça doit être débattu entre nous, de poser un moratoire sur la baisse des dotations aux collectivités territoriales inscrites à ce stade dans notre programme de stabilité, non pas pour arrêter les efforts en matière de finances publiques, mais tout simplement pour l'emploi dans les travaux publics et dans le bâtiment.

Face à la crise de confiance européenne, nous proposons de mettre en place un système de consultation systématique du Parlement français

au début de l'élaboration des nouvelles directives de la commission européenne.

Face à la crise sociale, nous proposons de créer, avant la fin de ce quinquennat, un service public des maisons de retraite.

Je vous l'ai dit, je ne vais pas évidemment égrainer les 80 propositions, mais ces 80 propositions, nous souhaitons les porter tout au long du débat qui va s'installer dans les cinq prochaines semaines entre nous, et nous les soumettrons systématiquement aux autres motions qui sont déposées aujourd'hui.

Nous porterons nos propositions de réforme devant les militants et nous porterons aussi les moyens politiques de mener à bien ces réformes si les militants les choisissent. Moyens politiques, avec deux grandes questions. Première question : comment faire disparaître la fracture qui nous déchire en deux ? Et deuxième question : comment faire pour que le Parti socialiste puisse transformer ses idées de réforme en réformes véritables portées par notre gouvernement ?

Première question : nous ne pouvons pas laisser notre parti se casser en deux. Cela créerait la désespérance à gauche, cela interdirait l'union de la gauche au premier tour de la présidentielle de 2017. Ce que nous avons vécu au sein du groupe socialiste au sein de l'Assemblée nationale depuis de nombreux mois ne doit pas se reproduire au sein du Parti socialiste. Parce que, oui, d'abord, nous avons à soutenir, par notre majorité, le gouvernement, et aussi parce que nous ne pouvons pas laisser sous le tapis les débats qui, aujourd'hui, nous divisent. Nous refusons de vivre un Congrès bloc contre bloc où les positions des uns et des autres sont essentiellement tactiques. Nous demandons à ce que la synthèse ne soit pas faite avant que les militants donnent leur avis et avant que les militants aient tranché.

Deuxième question : comment mettre en œuvre des moyens politiques pour que les réformes que nous choisirons dans ce Congrès soient portées par notre gouvernement après ? Après nous être réunis sur des propositions claires, alors oui, nous pourrions agir dans la seconde partie du quinquennat. Pour cela, notre Parti doit redevenir une instance d'arbitrage politique auprès de la majorité et de l'exécutif. Nous savons tous que depuis 2012, la courroie s'est distendue entre les militants et les élus. Nous écrivons des textes mais dans les lois que l'on nous propose, on nous demande parfois de voter l'inverse. Cela ne peut plus continuer. Les militants du Parti socialiste ne se sentent plus partie prenante suffisante à cet exercice du pouvoir. Et si nous ne trouvons pas de solutions face à ce malaise, alors nous ne serons pas en mesure de l'emporter dans deux ans.

Il faut que la parole des militants retrouve un poids dans les décisions qui sont prises à Matignon. Il faut que les demandes du Parti socialiste soient de nouveau prises en compte par notre gouvernement. C'est tout le sens de notre

motion : proposer de redonner aux militants un poids dans l'exercice du pouvoir actuel. Notre engagement à tous doit être très clair à l'issue de ce Congrès : ce que les militants auront voté, les membres du gouvernement et de la majorité devront le respecter, y compris dans les décisions d'exercice du pouvoir.

Enfin, pour rendre les militants fiers de notre parti, pour faire en sorte que cette fierté nous porte vers la victoire en 2017, il faut aussi la fabrique d'une nouvelle génération politique à gauche, à l'intérieur de notre parti, et la motion La Fabrique fera en sorte d'organiser au maximum le passage de témoin vis-à-vis de cette nouvelle génération. On se l'est tous dit pendant la campagne départementale : quels étaient les visages jeunes sur les affiches électorales ? Souvent, trop souvent les visages des candidats du Front national. Les candidats jeunes dans les départementales étaient plus souvent portés par le Front national que par les autres partis. C'est un enjeu clé de ce Congrès : faire que la jeunesse se reconnaisse de nouveau dans la gauche pour les deux prochaines années, et surtout pour l'avenir de notre parti.

Nous devons transmettre le flambeau. Ce n'est pas facile quand on est jeune de se faire entendre dans notre parti, c'est pour cela que notre motion a choisi, chaque fois que c'était possible, de porter à ces mandataires fédéraux la responsabilité de le faire sur des jeunes candidats ou des jeunes élus de notre parti. Je vais prendre un exemple seulement. Dans le Var, notre mandataire fédéral, c'est la jeune secrétaire de section de Fréjus qui se bat jour après jour, avec Elsa bien sûr, face au sénateur Racheline.

En conclusion, mes chers camarades, réussir le Congrès de Poitiers, c'est l'ambition de tous les socialistes, parce que nous voulons pouvoir l'emporter en 2017 face à la droite et à l'extrême-droite, parce que nous voulons poursuivre la transformation de la France, parce que nous voulons continuer à écrire le socialisme pour anticiper le changement et inventer la société de demain. Alors, entre nous, on peut se le dire, réussir le Congrès de Poitiers, c'est possible, cela dépend uniquement de nous, c'est même indispensable, et c'est au service de cette réussite que La Fabrique s'engage. Merci à tous.



FLORENCE AUGIER
PREMIÈRE SIGNATAIRE DE LA MOTION C

Chers camarades, notre motion Osons un nouveau pacte citoyen républicain est le fruit d'une collaboration étroite entre deux contributions qui ont travaillé de la même façon. Il était donc logique qu'elles souhaitent se rejoindre autour d'un texte commun. Comment vous le savez, nous sommes une mo-

tion participative, conçue par des militants et des militantes pour les militants et les militantes. Nous voulons un Parti socialiste qui ressemble aux Français, ces Français que nous rencontrons quotidiennement, auxquels nous ressemblons mais que nous ne prenons peut-être pas le temps d'écouter. Nous voulons l'avènement de la France plurielle. Les Français nous parlent. Ils nous parlent à chaque échéance électorale ; ils nous disent leurs angoisses, leurs peurs, mais surtout ils nous disent leur désarroi, et parfois leur colère. Il est temps de les entendre. Nous pensons qu'il appartient au parti de leur proposer un nouveau pacte citoyen et républicain. Nous l'avons développé dans notre motion autour de trois axes : un, dire la vérité et proposer des solutions partagées ; deux, poursuivre la rénovation du Parti socialiste et réconcilier les Français et les Françaises avec la politique ; trois, défendre la République.

Dire la réalité et proposer des solutions partagées. Les citoyennes et les citoyens sont prêts, ils ont su se rassembler massivement pour préserver la liberté après les événements tragiques de janvier qui ont secoué notre pays. Il nous appartient et nous avons le devoir, nous, militants socialistes, de proposer des solutions partagées pour rassembler les Françaises et les Français, les convaincre que leur avenir n'est pas dans le repli sur soi, ni le conservatisme, ni le populisme, ni les extrémismes politiques ou religieux. Il faut ramener les abstentionnistes aux urnes grâce

à une nouvelle offre politique non basiste mais citoyenne. Les classes populaires et moyennes doivent être respectées. Nous les avons perdues, nous devons nous donner les moyens de les reconquérir ; sans cela, nous serons l'opposition de demain et pour longtemps.

Ouvrir les portes et les fenêtres ne doit plus être un slogan de meeting, mais une réalité. Il faut aller plus loin, plus vite en ce qui concerne le développement de la démocratie participative à tous les étages : élus, associations, sociétés civiles et dans notre parti. La mise en place de nouvelles règles du mieux vivre ensemble. Il faut refonder notre cohésion sociale, reforgez notre identité commune au sein de notre société. Il nous faut des institutions démocratiques qui doivent ressembler aux citoyennes et aux citoyens. Cela nécessite la mise en place d'un statut de l'élu.

La lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, et toutes les formes de discrimination. Le problème, c'est que nous ne rêvons plus ensemble une société plus juste, plus écologiste, plus équitable, une société où les jeunes trouvent leur place, une société où les plus anciens deviennent des passeurs d'histoires, de savoirs. Il existe trop de pauvreté, la grande pauvreté touche plus de 9 millions de personnes. Les inégalités sociales, territoriales, fracturent notre pays, portent atteinte à la cohésion nationale, et nourrissent des extrémistes religieux et politiques.

Les années de l'ultralibéralisme triomphant ont fait de notre société un conglomérat d'individualités, qui a tué le vivre ensemble pour le remplacer par la peur, le mépris, le rejet de l'autre. Il appartient au Parti socialiste de proposer une autre vision du monde, et notre motion propose des pistes de réflexions pour changer.

Tous les sondages et toutes les enquêtes le disent : la première préoccupation des Françaises et des Français est l'emploi. Nous proposons une réflexion sur les emplois d'avenir, en donnant la possibilité de conclure des contrats de six ans qui peuvent permettre une véritable pérennisation de l'emploi ; le développement des emplois de service dans le cadre de l'aide à la personne, en formant de véritables professionnels dans le domaine ; le développement de l'économie verte, qui est un véritable gisement d'emplois. Nous formulons d'ailleurs dans ce domaine cinq propositions : la rénovation des logements classés F et G, la création de régie locale d'énergie, la création d'une véritable filière bois énergie, l'innovation dans la communication et le financement des mesures prises. Et nous voulons faire des Français des acteurs incontournables. Il faut aussi soutenir l'investissement dans les collectivités territoriales, dont dépendent pour 75 % les activités du BTP. Il faut ensuite poursuivre la rénovation du Parti socialiste, réconcilier les citoyennes et les citoyens avec la politique.

Pour le Parti socialiste, nous devons exprimer fortement notre volonté commune de réformer le

fonctionnement de notre parti, en proposant une démocratisation complète, profonde et durable, seule susceptible de redonner force, dynamisme et crédibilité à la toute la gauche. Notre objectif : rendre la parole aux militantes et aux militants, leur donner les moyens de se faire entendre pour que chaque décision du parti soit l'écho d'un travail collectif. Le monde change, notre société change, notre parti doit changer, tout en restant profondément attaché aux valeurs humanistes de justice, de solidarité, de liberté, de progrès pour tous.

Nous voulons un Parti socialiste au travail et en mouvement, qui regarde vers l'avenir, capable d'élaborer et de proposer une vision politique aux Françaises et aux Français. Nous avons rédigé des propositions que vous pourrez lire dans notre motion. Nous formulons également une demande forte d'intégrer dans les statuts du Parti socialiste la charte d'accessibilité que nous avons rédigée afin que le PS devienne véritablement un parti ouvert à tous, et en particulier aux personnes en situation de handicap.

Pour réconcilier les Françaises et les Français avec la politique, nous formulons plusieurs propositions. Je me bornerai à en citer quatre : limiter les mandats dans le temps avec un seul renouvellement possible pour la même fonction, réduire à deux le nombre de mandats, dont un seul mandat exécutif, pour avoir des élus engagés à plein-temps, rendre le vote obligatoire à toutes les élections, comme cela se pratique déjà dans une douzaine de pays à travers le monde, comptabiliser les votes blancs dans les suffrages exprimés, les électeurs ne se sentant pas représentés par l'offre politique pourront enfin se faire entendre et faire reconnaître leur voix. Le troisième grand chantier, le troisième axe que nous proposons est la défense de la République, seule à même de garantir la préservation du modèle social français dont les soubassements sont contenus dans la devise : Liberté, Egalité, Fraternité. Nous voulons incarner une nation solidaire et debout. La liberté d'abord. Pas de liberté sans sécurité, c'est pourquoi nous proposons une politique de sécurité inspirée et efficace. Je citerai trois propositions fortes : remettre la police au cœur de la cité avec une police de proximité, créer un délit d'association de crime organisé afin de mettre en place une confiscation préventive anti-crime organisé, et enfin, réutiliser ces biens mal acquis à des fins sociales. Enfin, le droit de vote des immigrés, en fait des étrangers non-communautaires, doit devenir une réalité, le plus rapidement possible. Il s'agit d'une promesse de plus de trois décennies, et d'autres pays européens ont déjà donné l'exemple : la Belgique, les Pays-Bas. L'égalité ensuite. Je cite ici Hubertine Auclert, dans son discours, c'est la fin de son discours au Congrès socialiste ouvrier de Marseille en 1879, elle disait : « Ô prolétaires, si vous voulez être libres, cessez d'être injustes. Avec la science moderne, avec la conscience qui, elle, n'a pas de préjugés, dites égalité entre tous les hommes,

égalité entre les hommes et les femmes, ascension de toute la race humaine unie dans la justice vers un avenir meilleur ». L'égalité, elle commence en donnant au peuple les moyens d'accéder à la culture, l'éducation, l'ouverture d'esprit, le débat. Elle commence quand on donne aux citoyennes et aux citoyens les moyens de s'émanciper, de pouvoir se faire une opinion en toute connaissance de cause. Il appartient aux socialistes de travailler sur ce thème et d'offrir aux citoyennes et aux citoyens les moyens d'arriver à l'émancipation.

La fraternité enfin. La fraternité est un des fondements de notre République, de notre cohésion sociale, et du vivre ensemble. La crise économique, avec le chômage de masse, l'exclusion, les évolutions des modes de vie, les mutations technologiques, crée des fractures profondes

dans le tissu social. La fraternité doit rester notre moteur. Des moyens existent. Une répartition plus équitable est l'une des réponses. Nous proposons l'instauration du revenu minimum universel, la croissance solidaire, la fraternité et la solidarité en Europe avec une Europe qui protège, une monnaie unique réellement démocratique, une Europe plus proche des citoyens, et enfin, une nouvelle politique de co-développement.

En conclusion, pour répondre aux défis des temps modernes, liés aux mutations sociétales, économiques, à la montée des extrêmes, à la crise structurelle et identitaire qui touche durablement notre pays, il nous faut avoir une nouvelle vision politique. Elle passe par l'ouverture d'un chantier qui nous mènera vers un nouveau pacte citoyen et républicain. Je vous remercie.



CHRISTIAN PAUL
PREMIER SIGNATAIRE DE LA MOTION B

Chers amis et camarades, je défie quiconque ici de considérer que le Congrès de Poitiers sera un Congrès ordinaire. Il n'est pas écrit d'avance et je rassure en cela Karine Berger.

En effet, les tempêtes que nous traversons doivent au contraire nous stimuler et réveiller notre parti. C'est un Congrès, chers amis, c'est un Congrès pour faire gagner la gauche, sinon, il ne sert à rien. Cet enjeu a motivé notre rassemblement, la mobilisation de beaucoup d'énergies et de talents, le dépassement, aussi, de plusieurs des courants existants du Parti socialiste. Ce Congrès, surtout, est inséparable de l'état de notre pays. Et si nous sommes rassemblés, avec

À gauche pour gagner, c'est que nous avons une conscience commune de la gravité de l'état de la France.

Les fractures françaises annoncent des temps glaciaires. Bien sûr, la droite se réarme, mais surtout, la carte de France de la progression du Front national vient de s'aggraver une nouvelle fois alors que nous sommes au pouvoir. Ce n'est pas seulement la carte de nos défaites locales, mais c'est la carte de l'affaiblissement de la France, de son industrie et de sa ruralité. C'est la carte des abandons de la République, de la pauvreté et du chômage de masse. Que faisons-nous ? Nous n'agissons pas à la hauteur du drame français, celui des vies précaires, des emplois détruits sans que d'autres les remplacent. Nous ne parlons plus à ceux que nous devons défendre et qui, dès lors, se détournent de nous.

Notre pays a pourtant tous les atouts et tous les talents pour stopper le déclin, ceux des ouvriers et des chercheurs, ceux des pôles d'excellence et de nos piliers industriels, ceux des créateurs et des bâtisseurs. Alors, pourquoi ça ne marche pas ? Ça ne marche pas parce que le pays est, dans bien des endroits, démoralisé, que le cap qui nous est fixé ne peut être un récit comptable ou autoritaire du redressement. Les Français sont fatigués de l'impuissance, et nous aussi. Il ne suffit pas de parler de réformes qui viennent d'ailleurs et qui n'arrivent jamais. Il faut parler au pays de vision d'avenir, de conquérir plus de justice, de transformer la société française avec elle-même, pas sans elle et pas contre elle.

Quatre défaites électorales, et nous étions tous aux premières loges, en moins d'un an nous ont rappelées durement à la réalité. Ne cherchez pas de précédent depuis Épinay, il n'y en a pas. Comment prévenir la cinquième aux régionales

et la sixième en 2017 ? Certainement pas en s'alarant du tripartisme, c'est une vision trop simple. Si la gauche était unie, ça se saurait. Si l'abstention n'était pas la première force, ça se saurait aussi. Derrière l'apparent tripartisme, il y a tout simplement un peuple qui nous quitte. À simplifier, on se désarme. Ne nous habituons pas, mes camarades, à l'air irrespirable des soirs de défaite. En politique, je ne sais rien de pire que l'indifférence, celle des citoyens, et trop souvent la nôtre. Pour faire réussir la France et pour faire gagner la gauche, il faut des valeurs et des résultats, de la justice et de l'efficacité. Nous n'avons pas d'autre obsession que d'aider à trouver des solutions, dans la clarté, c'est bien le sens de notre motion. L'urgence, c'est de fixer ensemble l'agenda des réformes à engager, maintenant, en moins de deux années, pour se concentrer sur l'essentiel, montrer aux Français, et donc aux socialistes, le sens de notre action. Là se regagnera l'unité des socialistes et l'adhésion de nos électeurs.

Le compte à rebours de 2017 est engagé, vous le savez, plus une minute ne doit être gaspillée. Le Premier ministre a annoncé cette semaine des mesures dont je ne vais pas ici désapprouver la logique. Et pour cause, nous les demandons depuis un an jour pour jour, ici, à l'Assemblée nationale, mais pour autant, elles ne sont pas à l'échelle, elles ne sont pas à la mesure du chômage de masse qui s'est aggravé. La politique économique, quand nous sommes au pouvoir, ce n'est pas la recherche du temps perdu ; nous sommes au pouvoir depuis trois ans, le compte à rebours a largement commencé.

J'ai écouté attentivement Manuel Valls, c'est vrai, mais j'ai également entendu depuis des mois le constat implacable des économistes, ceux que nous adorons quand nous sommes dans l'opposition mais qui sont oubliés quand nous sommes au pouvoir : les Thomas Piketty, Daniel Cohen ou notre collègue Pierre-Alain Muet. Ils le disent tous : sans effort massif d'investissement en France et en Europe, pas de salut collectif. J'ai écouté aussi les syndicats, et aussi des chefs d'entreprise qui ne sont pas tous formatés par les éléments de langage du MEDEF. Oui, nous aurons dans ce Congrès un débat capital de politique économique, pas pour le plaisir des chiffres, pour la réussite de la France. Sans un soutien massif aux investissements privés et publics, et en particulier ceux des collectivités locales, aujourd'hui en panne, la demande ne repartira pas.

Ce débat engage notre réussite. Priorité à l'efficacité. Il engage aussi notre identité. Faire payer par les Français un pacte de responsabilité de 40 milliards d'euros qui ne marche pas, c'était un virage illégitime. Pour redonner confiance au peuple, la politique spectacle a peu de poids ; il faut, je le redis, de la justice et des résultats. Il faut donc, dans cet agenda, vigoureusement corriger notre cap. Et je décris cet agenda en allant à l'essentiel, le texte bien sûr dira le reste : re-

centrer la politique d'aide aux entreprises pour la rendre réellement efficace et porteuse d'emplois. Sur ce sujet, tout a été dit, en particulier ici à l'Assemblée nationale. Mais je redis l'urgence du redéploiement de la moitié au moins des 40 milliards accordés. Reprendre le chantier de la réforme bancaire. Nous ne pouvons pas renoncer à la régulation du secteur bancaire et du monde financier. La première loi bancaire a été, pour ce quinquennat, une gigantesque occasion manquée et sans levier pour notre économie. Améliorer de façon sensible les conditions de vie des classes populaires et des classes moyennes. Et là, je voudrais vraiment tordre le cou à une idée que nous entendons tous les jours : l'inflation zéro qui justifie pour les beaux esprits les gels des pensions ou la pause des salaires. L'inflation zéro n'existe pas pour les travailleurs pauvres. Par la fiscalité, les retraites ou les salaires, les marges existent, utilisons-les pour soutenir le pouvoir d'achat et la demande. Pousser et encore pousser à la réorientation des politiques européennes. Oui, c'est vrai, en Europe, les égoïsmes sont en place. Les changements récents de politique monétaire sont réels, mais ils viennent tard et rassurent peu. La crise de l'Europe n'en finit pas. Les inspirateurs ne sont plus aux commandes, et je ne veux pas, nous ne voulons pas, que notre génération soit celle qui abandonne aux libéraux et aux populistes le soin de dépecer le rêve européen.

J'entends aussi, dans nos rangs, que le socialisme doit venir au secours de la République. Mais, enfin, depuis un siècle, la République et le socialisme vont la main dans la main. Et pour le dire à la manière de 2015 : nous ne combattons pas, mes camarades, ni le Front national, ni les communautarismes, ni la sécession des territoires qui se sentent abandonnés, sans affronter ici et maintenant la question des souffrances sociales. Et donc, nous appelons à une nouvelle génération de services publics dans les quartiers et dans les villages, dans l'Hexagone et dans l'Outre-Mer. C'est notre plan République. Il n'y a pas de République dans l'esprit du 11 janvier sans parler d'égalité réelle entre les Français et entre les territoires. Ne laissons pas s'éteindre ce mouvement du 11-janvier, où enfin tant de consciences se sont réveillées.

Il y a donc l'urgence et puis il y a l'avenir. Les socialistes sont des éclaireurs, les architectes du projet français, pas des figurants. La politique se perd quand elle ne désigne pas une destination. Le cœur et le moteur de notre action, c'est un projet pour la France, c'est le projet français. Oui, nous savons gérer le pays, mieux que la droite qui l'a laissé exsangue avec son système productif, qui a laissé les finances publiques naufragées. Donc, nous savons gérer le pays, nous savons gérer nos collectivités, mais savons-nous encore le transformer ? Et pourtant, c'est notre raison d'être. Le projet est un capital pour demain, ne le mettons pas au coffre en jetant la clé. Nous pouvons nous retrouver, chers amis, pour un nouveau modèle de développement. L'éco-

socialisme est une sortie de crise, il doit devenir le visage moderne de la gauche. Notre projet pour le futur, c'est de ne pas cesser de protéger les salariés devant l'accélération de la mondialisation. C'est d'abord de respecter le droit du travail, de l'actualiser sans le détruire. C'est ne pas reculer à la première difficulté quand nous avons, oui, c'est vrai, parfois, heureusement, fait preuve de courage. Et j'invite le gouvernement à appliquer sans retard le compte pénibilité de la réforme des retraites.

Notre projet, c'est aussi le principe d'égalité, celui qu'il faudrait parfois oublier parce qu'il ne serait pas moderne. La question de l'égalité n'est pas derrière nous, elle est devant nous, pour l'école, le logement, la santé, l'emploi, le numérique. Nous plaidons pour que la gauche reste concentrée sur cette question de l'égalité et qu'elle pense en profondeur les moyens d'y parvenir.

Enfin, notre projet, c'est aussi beaucoup mieux de démocratie. Et si, d'une certaine façon, ce chantier conditionnait tous les autres ? Nous l'avons expérimenté au Parlement quand nous demandions le temps du Parlement, il y a là aussi un an jour pour jour. Notre engagement de rééquilibrer les pouvoirs ne doit pas rester lettre morte. Si le pays peine souvent, pardon... Si le pays connaît souvent l'immobilisme, et il est souvent dans la peine c'est vrai, c'est qu'il n'y a plus de médiation et de participation. Les Français ne sont plus dans les circuits de décision. Et c'est là aussi que notre parti doit être utile au pays.

Et donc, tous nos débats, mes chers camarades, seraient vains si le Parti socialiste et la gauche française étaient durablement en miettes. Notre rassemblement, celui de notre motion, a déjà fait mentir cette prophétie d'un Congrès joué d'avance. Vous l'avez compris, nous n'irons pas à Poitiers pour faire des selfies, enfin pas seulement. J'ai accepté une mission : rassembler celles et ceux qui le veulent pour agir et ne plus subir, pour retrouver le chemin de la gauche qui gagne grâce à ses résultats et grâce à ses valeurs. Ce Congrès, c'est important. Il n'a que trop tardé. Pourquoi ? Parce que, d'abord, le parti doit changer en profondeur. Entendez-le, ce Congrès n'est pas pour notre parti une épreuve. Nous devons en faire une chance, une nouvelle chance. Le parti a manqué le passage de l'opposition au pouvoir, le passage du projet à l'action. L'endormissement du Parti socialiste, quand la gauche est au pouvoir, quand la gauche est majoritaire, n'était pas une fatalité. Il n'y a pas de malédiction. Il faut lui trouver sa juste place entre l'exécutif et le Parlement. Notre parti doit inspirer l'action du gouvernement et garantir le respect de ses engagements. Vous conviendrez que nous en sommes loin. Combien d'exemples de positions jamais débattues, jamais défendues ? Et quand elles étaient débattues, elles n'étaient pas défendues. Trois exemples : la loi bancaire, la réforme fiscale, et le travail du dimanche, sur lequel notre parti avait pris une position, qu'il n'a pas réellement défendu au Parlement. Il faut donc sonner la fin

du laissez-faire, et c'est un enjeu de ce Congrès. L'unité se fera, qui peut en douter ? J'entends, comme souvent, le chantage à la désunion, la fin de l'unité, on a même parlé ces derniers jours de dissolution si, comme je le crois possible, il y avait une nouvelle majorité au sein du Parti socialiste. L'unité, elle se fera dans la clarté des idées, pas dans l'habileté des textes. Que ceux qui s'accordent avec nous sur le fond, et qui parfois désapprouvent la forme, eh bien, se mettent d'accord avec nous sur la forme. Et que ceux, dans cette salle et dans l'ensemble de notre parti, qui pensent juste, décident d'agir vraiment. Et je vous l'assure, ça ferait, ça fera une très belle majorité. Et je le dis sans qu'il soit besoin de dramatiser. Les militants sont en proie au doute, vous le savez, ils vous le disent tous les jours. Plus que quiconque, au contact du pays, ils mesurent le grand écart entre les discours d'avant et les actes de maintenant. Dans ce Congrès, mes camarades, les militants prendront la parole. Je veillerai à ce qu'elle ne leur soit confisquée d'aucune manière. Il n'y aura dans ce Congrès aucune opacité. Je défendrai la clarté des idées, mais aussi partout la transparence des pratiques.

Ce Congrès est aussi important, bien sûr, pour que la gauche se retrouve sans retard. Nous aimons la gauche qui gagne, bien sûr. Pas seulement les élections, ça peut aider, mais qui gagne aussi les cœurs, durablement, pour la justice, pour l'amélioration de la vie des gens, de ces vies ordinaires devenues des vies précaires, pour des batailles communes immenses de préservation de notre planète. Nous aimons la gauche rassemblée mais la grande gauche, pas une majorité rétrécie à chaque étape de ce quinquennat, une grande gauche cimentée par un contrat de majorité qui repose sur un projet partagé, et il le faut bien avant les élections régionales, et pas seulement sur des accords électoraux conclus à la hâte ou des passages au gouvernement négociés entre deux portes.

Voilà, mes camarades, ce que je souhaitais vous dire au nom de tous celles et ceux qui se sont rassemblés au sein de cette motion. Pour terminer, je voudrais partager avec vous ces mots de René Char, des mots qui sont nés dans des moments de résistance autrement douloureux mais ils valent aussi pour un parti comme le nôtre, qui est héritier d'une très longue histoire et qui ne doit biaiser ni avec le réel ni avec son idéal. Je vous les dédie : « *C'est l'enthousiasme qui soulève le poids des années. C'est la supercherie qui relate la fatigue du siècle.* » Alors changeons autant qu'il le faut, sans simulacre, sans nous censurer, sans nous renier, et sans renoncer jamais à notre fierté d'être socialistes. Merci.



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

PREMIER SECRÉTAIRE DU PS
PREMIER SIGNATAIRE DE LA MOTION A

François Pupponi, Michel Debout, Juliette Méadel, Laurent Grandguillaume, Gérard Collomb, Christophe Caresche, Martine Aubry, Jean-Marc Germain, Alain Bergouniou, Guillaume Bachelay et Henri Weber vous proposent non pas une synthèse, mais une thèse autour d'une seule et grande idée : le renouveau du Parti socialiste.

Nous vous proposons un débat honnête et loyal, dans l'écoute respectueuse et le respect des opinions - c'est un classique au Parti socialiste, normalement - autour de trois choses : l'avenir du Parti socialiste, l'avenir de la fin du quinquennat, et l'avenir de l'unité de la gauche. Il faut, nous le savons tous, dépasser le Parti socialiste tel qu'il est advenu. Il faut un congrès qui permette de défricher l'avenir, mais surtout qui permette de construire le chemin de l'espoir.

Alors, mes chers camarades et mes chers amis, le Parti socialiste est confronté à un problème beaucoup plus vaste qu'un simple problème d'ajustement économique. Aujourd'hui, la gauche en général, et le Parti socialiste en particulier, sont confrontés à une crise de ciseau. D'un côté, ce qui faisait la force de la gauche depuis les années 60 au début des années 80, c'était sa capacité à matricer le débat politique, à être au cœur de celui-ci, à faire en sorte que l'ensemble des forces politiques, quelles qu'elles soient, se déterminent par rapport au Parti socialiste et à l'ensemble de la gauche. Aujourd'hui, en France, en Europe, nous voyons que les idées portées par la gauche, le progressisme, l'égalité, la liberté, la fraternité, la transformation sociale, l'écologie politique, toutes ces idées sont là, mais d'autres structurent le champ politique, et l'hégémonie qui était la nôtre est bat-

tue en brèche. Pourtant, nous avons tous noté avec intérêt que notre peuple est capable de se mobiliser, de se rassembler, de descendre dans la rue, avec dignité, défendant les valeurs de la République quand celles-ci sont attaquées par les terroristes. Mais la question du sens, ce qui faisait que gauche réformiste et gauche radicale étaient majoritaires, organisaient les manifestations, dans l'opinion publique, cela vous le savez tous, n'est plus l'élément moteur. Nous sommes à la lutte avec d'autres forces, et pas simplement l'extrême-droite, il faut aussi, dans les discours, citer la droite et Nicolas Sarkozy.

Oui, nous sommes à la lutte. Il est donc nécessaire de répondre à cette crise de sens, d'autant que, dans le même temps, nous sommes confrontés au résultat de notre politique économique. Tout le monde sait que nous serions, mon cher Gaétan, dans une situation économique positive, dans le sens où, mes chers camarades, les éléments de la politique économique sont là, à fleur. Tout le monde parle de frémissement, mais nos mandants, c'est-à-dire les citoyens français, ne perçoivent pas les résultats concrètement sur le terrain. Donc, il faut deux choses : il faut tout à la fois être en capacité de répondre à la crise de sens, et tout à la fois aider et améliorer la politique économique telle que nous sommes en train de la mener parce que les résultats sont au bout et nous disons, nous, que notre objectif politique, c'est le réarmement idéologique et politique de la gauche, à commencer par le Parti socialiste, et dans le même temps, la victoire du gouvernement, car nous, nous voulons la victoire du gouvernement.

Dans la politique qui est à mener jusqu'à la fin du quinquennat, nous pensons qu'il est nécessaire, qu'il est advenu, qu'il est indispensable de mettre au cœur de nos problématiques la question de l'égalité. C'est pour ça que vous verrez, dans la motion que nous vous présentons, dix chantiers de l'égalité. Je ne vais pas les égrainer. Ils sont autant dans le domaine de l'écologie que dans le domaine de l'emploi, que dans le domaine économique, que dans toute une série d'autres questions qui touchent tous les aspects de la vie économique et sociale. Et dans chacun des paragraphes touchant ces chantiers de l'égalité, vous avez tout à la fois l'identité du Parti socialiste et les questions que se posent les Français dans les élections ou au-delà des élections.

Troisième question qui me semble, moi, essentielle, et qui n'est pas traitée, c'est la question stratégique pour le Parti socialiste. Personne dans cette salle ne peut faire comme s'il y avait, à la fois en termes arithmétique, électoral et en termes social, une union, une convergence, un rapport de force dans l'ensemble de la gauche par rapport à la droite et à l'extrême-droite.

Personne ne peut penser qu'il y a aujourd'hui une dynamique politique, et que seul le Parti socialiste serait responsable de l'échec de cette

dynamique politique. Non, chers camarades, je ne partage pas cette idée, qui était extérieure à nos rangs, que le Parti socialiste serait le verrou de la situation politique qu'il faudrait faire sauter. Je ne partage cette idée que des idées extérieures à nos rangs seraient celles qui devraient innover notre parti et le réorienter. Je ne partage pas cette idée que, aujourd'hui, la perspective politique que nous devrions avoir, c'est de nous aligner avec ceux qui nous ont combattus au premier tour sur leurs propres positions.

Non, il faut proposer à l'ensemble de la gauche et aux écologistes un combat, un débat : un combat contre la droite et l'extrême-droite, et un débat honnête sur la situation politique et comment la conjurer. Le texte propose la perspective d'une nouvelle alliance, la belle alliance, d'une alliance populaire qui ne regrouperait pas simplement les états-majors des partis à la veille d'une élection, mais qui serait capable de puiser dans ce qui est notre peuple, dans les citoyens, dans les associations, dans les organisations syndicales, avec des intellectuels ou d'autres militants associatifs pour essayer de faire surgir dans ce pays une force qui dépasse celle du Parti socialiste, qui soit un dépassement de l'ensemble des forces politiques telles qu'elles existent et sont structurées aujourd'hui pour pouvoir aller de maintenant jusqu'à la présidentielle et l'emporter. Parce que nous, notre objectif est clairement de se battre pour gagner l'élection présidentielle à venir.

Mes chers amis, le Parti socialiste, dans ce moment-là, va devoir tout à la fois faire en sorte qu'il mène un combat honnête, loyal, je l'ai dit, apaisé si c'est possible, entre militants socialistes responsables pour un grand Congrès du Parti socialiste qui marque le début de son renouveau. Mais en même temps, nous devons être capables de mener le combat contre la droite qui va se réorganiser. J'indique pour tout le monde que, huit jours avant notre congrès, la droite aura un nouveau sigle, un nouveau chef, une nouvelle organisation, et sera en ordre de marche pour préparer les élections régionales, et bien sûr se préparer à l'après-présidentielle.

J'attire votre attention que le débat, qui est un vrai-faux débat, au sein du Front national, sera derrière nous, et que nous aurons une redoutable organisation qui aura utilisé le conflit politique en son sein pour se dédramatiser un peu plus et faire croire à nos concitoyens qu'ils n'ont plus rien à voir avec l'extrême-droite. Je voudrais faire observer que nous ne faisons pas un Congrès en chambre, entre nous, que nous sommes sous le regard à la fois des médias et de nos concitoyens, et qu'il faut donc, dans ce Congrès, tout à la fois un débat, une discussion, un échange, encore mieux, mais qu'il faut à la fin un rassemblement, un rassemblement politique autour d'une majorité qui donne à la fois de la stabilité, du sens et du soutien politique au gouvernement.

Mes chers camarades, ce Congrès n'est pas comme les autres, à la fois sur le plan historique, nous le savons vu les défis que nous avons à porter, mais il n'est pas aussi comme les autres sur le plan organisationnel. Nous avons l'habitude, jusqu'à présent, de faire des congrès qui se terminaient dans la nuit de la commission des résolutions, au petit matin, où les journalistes hagards essayaient de voir comment nous avions fait, après nous être battus pendant toute la nuit pour nous mettre d'accord sur une motion que personne ne lisait.

Mes chers camarades, ceci a changé. Oui, il n'y a pas de commission de synthèse au congrès. La commission de synthèse, c'était aujourd'hui. Et donc, ce qui va se passer au congrès, c'est une majorité ou pas, une orientation ou pas, une inflexion ou pas, un renouveau ou pas. C'est ça, ce qui va se passer au congrès. Et c'est à cela que les militants socialistes sont confrontés. Et c'est là où il faudra prendre position. Il ne faut pas croire qu'à la fin, nous aurons une situation où il sera possible de se rabibocher. Il faut, vous l'avez voulu, très bien, il faut la clarté dans le parti sur l'orientation que nous voulons fixer à l'ensemble des militants socialistes. Et nous allons avoir la clarté politique. Ce qui n'empêche pas de... Bien sûr, mon cher camarade Guedj... Bien sûr, bien sûr, chiche ! Nous avons fait beaucoup de meetings en commun. Ce qui n'empêche pas, mon cher Guedj, de prendre un pot à la sortie. Parce qu'il y a un temps pour la politique, et il y a un temps pour l'amitié, mon cher camarade, pour l'amitié.

Voilà mes chers camarades, mes chers amis, ce que nous voulions vous dire. Une motion qui permet le renouveau du Parti socialiste, une motion qui permet de réussir par rapport à la demande des Français, et une motion qui fixe une perspective, un chemin de l'espoir, en rassemblant l'ensemble des forces de gauche et des écologistes dans une alliance populaire. Merci.



DOMINIQUE BERTINOTTI
SIGNATAIRE DE LA MOTION D

Chers camarades, je ne suis pas sûre, j'ai écouté avec beaucoup d'attention ceux qui m'ont précédé, et je ne suis pas sûre que, finalement, ils ne viennent pas confirmer la démarche de la motion La Fabrique. Car c'est bien d'un bloc contre un autre bloc qu'on nous demande d'arbitrer.

Et si entre la gauche radicale et la gauche de gestion, il y avait la gauche de transformation ? Et je pense que ceux qui peuvent nous le dire, ce sont les militants. Comment vouloir transformer la France si nous ne commençons pas par

nous transformer nous-mêmes ? Et je voudrais reprendre une phrase de François Mitterrand, lorsqu'il parlait de la droite, il disait : « *La seule idée de la droite, c'est de garder le pouvoir ; mon projet, c'est de vous le rendre.* » Nous nous inspirons de François Mitterrand en disant : notre premier projet, c'est de rendre la parole aux militants pour pouvoir ensuite rendre la parole aux citoyens.

Comment imaginer qu'un nouveau parti politique, qu'un renouveau idéologique puisse se faire sans la base ? Ce que j'ai entendu avant, c'est des sachants qui expliquent aux uns et aux autres ce qu'ils doivent penser. Mais si, chers camarades, et ne pas considérer que les citoyens ont leur propre expertise, qu'ils ont des choses à nous apporter, que les militants ont des choses à nous dire... Mais si on était de si bons sachants, on ne perdrait pas les élections comme on les perd, on ne perdrait pas les militants comme on les perd, on ne désespérerait nos sympathisants comme on les désespère.

Alors, je partage tout comme vous la volonté que ce soit la gauche en 2017 qui l'emporte parce qu'effectivement, je n'ai pas envie de refaire un choix entre la droite extrême et l'extrême droite. Mais pour cela, il faut redonner espoir, il faut redonner confiance, c'est-à-dire retourner, savoir retrouver la voix de nos concitoyens, et ça passe d'abord par la voix de nos militants. C'est pour cela que nous avons écrit une motion qui s'appelle La Fabrique, car c'est ensemble, avec les militants, et pas dans l'entre-soi, que l'on pourra créer un véritable projet dynamique et faire réussir la gauche en 2017.





Bonjour, Thierry Perran, secrétaire fédéral à la transition énergétique à Paris, je viens défendre la motion militante, rédigée par des militants, qui s'appelle Osons un nouveau pacte citoyen et républicain.

Comme Florence l'a dit, on estime que la ressource militante est une richesse insuffisamment exploitée au sein du parti. À ce titre-là, nous, entre militants, on a tous une expérience professionnelle ou personnelle, et on s'est basé là-dessus pour faire des diagnostics très précis et notamment proposer des alternatives réalisables.

Par exemple, l'économie verte, on a mis quelques pistes à prendre pour améliorer la transition énergétique. On a une loi très ambitieuse de Ségolène Royal à ce niveau-là, et par exemple, nous, on propose de s'atteler à la rénovation thermique. Vous savez que ça avait été un des enjeux des 60 engagements de François Hollande, un million de logements rénovés. Nous, on sait que par exemple en s'attaquant à la rénovation thermique des logements les plus faibles, c'est-à-dire ceux qui sont classés F ou G, très énergivores, on fait des mesures sociales.

Il y a eu une étude, très récemment, qui montrait entre les populations précaires énergétiques et les populations normales que le simple fait d'être précaire énergétique, c'est un facteur de surexposition aux maladies, que ce soit dépression, angine, etc. Et donc, on fait du social en s'attaquant à ce niveau-là. Et maintenant qu'on sait par exemple que les diagnostics de performance énergétique sont obligatoires, on peut cibler l'aide publique pour s'attaquer prioritairement aux logements dits passoires énergétiques.

Et à ce titre-là, je vous donne un exemple, en France, il y a 4 à 8 millions de personnes qui se posent des questions pour régler leurs factures d'énergie. Donc, voilà une première piste réalisable.

Sinon, nous, on a été influencé par la campagne des cantonales, et évidemment la problématique de l'emploi vient très régulièrement. Et nous, on a trouvé une astuce, notamment à travers l'économie verte, de proposer des emplois non délocalisables. Par exemple, en France on a la plus grande forêt d'Europe, et ce qu'on propose, c'est d'organiser la structure du bois-énergie pour justement entretenir durablement nos forêts, et en même temps pouvoir nous chauffer l'hiver, ce qui créerait un certain nombre d'emplois, on estime à 100 000 emplois, très localement, qui pourraient aider beaucoup de collectivités locales.

Un autre point, il faut le savoir, très concret, c'est qu'en France, on perd à peu près 10 Gigawattheures dans les fils électriques, c'est le transport, ce qu'on appelle les pertes en ligne. Dix Gigawattheures, ça représente à peu près la production annuelle énergétique d'une centrale nucléaire comme Fessenheim. Donc, pour diminuer ce gâchis énergétique, ce qu'on propose, c'est de diminuer la distance entre la production et la consommation d'énergie et en encourageant les réseaux énergétiques dans les collectivités territoriales, c'est-à-dire que ce n'est pas que l'électricité, il y a aussi la chaleur, l'eau, etc. Et en raccourcissant ces distances, on pourrait comme ça réduire les transports de l'énergie d'un point A à un point B et finalement réduire ces pertes en ligne.

Ça fait partie d'une série d'actes très concrets, des propositions alternatives réalisables, j'insiste bien là-dessus, que l'on propose à travers nos expériences professionnelles qu'on a couchées sur le papier dans la motion que nous vous présentons.



Mes chers camarades, au titre de la motion B, À gauche pour gagner.

Je vais prendre un point de notre motion sur lequel nous allons insister tout au long de ce congrès, et qui est un sujet de préoccupation, je crois, de sans doute toutes les motions. Dans une interview récente au Nouvel Observateur, Christiane Taubira s'alarmait de cette défaite culturelle et sémantique de la gauche au point, dit-elle, d'adopter les mots de la droite sur la sécurité ou l'économie. Je crois qu'elle a raison. Je crois qu'elle a raison quand, aujourd'hui, sur le contrat de travail, sur les retraites, sur le contrôle des chômeurs, sur l'écologie, nous donnons plus que le sentiment, faisons la démonstration que nous empruntons aux axiomes de l'adversaire pour justifier nos politiques.

Je ne sais pas vous, mais il y a quand même beaucoup de nos électeurs qui ont le sentiment d'un grand dérèglement, comme si dans le paysage politique français, les choses n'étaient plus tout à fait à leur place. Une gauche qui parfois singe la droite. Une droite qui se sent bien à l'extrême-droite. Et l'extrême-droite qui défend quoi ? La retraite à 60 ans, quand ce n'est pas parfois les 35 heures. Et ce paysage politique dérégulé, il contribue à alimenter le désenchantement démocratique et politique.

La question qui nous est posée parmi beaucoup d'autres, mais une des questions qui nous est posée à ce Congrès, si nous voulons qu'aux yeux des Français ils réhabilitent la politique, il est de dire de quelle manière, autour de quel agenda et avec quels mots nous allons faire en sorte aussi, qu'à côté des inflexions que nous apporterons aux politiques économiques et sociales du gou-

vernement, nous défendrons aussi beaucoup plus fièrement nos principes et nos valeurs, pas par fétichisme, pas par nostalgie, mais parce que simplement, les mots ont une mémoire, ils ont un sens, et chaque fois que nous les utilisons ou ne les utilisons pas, ça contribue de facto, comme disait le premier secrétaire, à matricer ou ne pas matricer le débat politique.

La nouvelle majorité que nous vous proposons se propose aussi de mener cette bataille culturelle et idéologique, de ne pas se contenter de proposer des aménagements aux politiques telles qu'elles sont mises en œuvre, mais aussi une véritable ambition pour être en situation de résister culturellement à l'extrême-droite, résister culturellement à la droite, et reprendre l'offensive sur nos principes et nos valeurs, ne plus aller chercher dans les mots, les idées et les axiomes de l'adversaire matière à être moderne. Parce qu'au bout du compte, non seulement ça ne marche pas sur le plan des résultats politiques, mais en plus, cela désarçonne le cœur de notre électoralat. Voilà ce que je voulais simplement vous dire. Et terminer par une recommandation : quel est le parti que nous souhaitons à l'issue de ce Congrès ? Christian Paul a dit préférer la clarté des idées à l'habileté des textes. Il a raison. En tout cas, moi, j'ai souvenir que les grandes conquêtes sociales que les Français doivent à la gauche, ces grandes conquêtes sociales ont été permises dans des périodes où, à côté d'un pouvoir qui avait les idées claires et les défendait, le Parti socialiste n'abdiquait pas son rôle, pesait sur les choix, pesait sur les grandes réformes sociales. C'était le cas de Lionel Jospin, Premier secrétaire avec François Mitterrand, c'était le cas de François Hollande avec Lionel Jospin Premier ministre. Dans ces moments-là, nous n'étions pas en situation d'automatiquement défendre la position du gouvernement, mais le parti se mettait en situation de pouvoir peser dans le débat public, dans le débat d'idées, à l'intérieur du groupe, par le travail, par la constance, de peser sur les choix du gouvernement.

Je souhaite donc que le parti ne soit désormais pas un invité par défaut, mais qu'il reprenne tout son rôle ; c'est le sens de la motion que nous défendons.



JEAN-MARC GERMAIN
SIGNATAIRE DE LA MOTION A

Chers camarades, avec Martine Aubry et les signataires de la contribution Réussir, nous nous sommes engagés dans ce Congrès avec une volonté forte, que ce Congrès de Poitiers soit utile aux Français, utile au pays, en ayant en tête les messages qu'ils nous ont adressés, récemment lors des élections départementales, avant aux élections municipales, mais aussi les problèmes auxquels notre pays est confronté. Pour nous, être utile au pays, c'est d'abord répondre à la crise économique par le progrès social et écologique. C'est aussi répondre à la crise d'identité par un choc d'égalité. Et c'est enfin, comme nous le développons dans notre contribution, répondre à cette crise de représentativité qui alimente l'abstention, qui alimente également le vote du Front national, par un sursaut de citoyenneté. Voilà quel est le cœur de la réponse à la situation actuelle que nous souhaitons apporter aux Français.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons autour d'une motion commune, la motion A, avec Jean-Christophe Cambadélis et beaucoup d'autres, et je vais vous dire en quelques mots comment nous avons travaillé sur ce texte et quel en est le sens pour nous.

D'abord vous dire que ça n'allait pas de soi. Les débats que Christian Paul a rappelés, ils existent, ils ont été portés au Parlement, ils ont été débattus au sein du Parti socialiste, ils ont animé nos débats entre les parlementaires et le gouvernement, entre le parti aussi et le gouvernement, et donc ces débats, il fallait aller au bout de chacun d'eux. Je vous le dis, chers camarades, très clairement, nous ne voulions pas le rassemblement pour le rassemblement. Nous savons, bien sûr, le prix du rassemblement, et on l'a encore mesuré

lors des récentes élections, mais nous savons aussi qu'un rassemblement qui ne se fait pas sur le fond, c'est un rassemblement qui n'a pas de valeur, c'est un rassemblement qui ne dure pas, c'est un rassemblement qui n'est pas fondateur pour un rassemblement de la gauche que nous souhaitons tous.

Mes chers camarades, si nous y sommes parvenus, et je veux remercier Jean-Christophe tout particulièrement d'avoir accepté de rentrer dans cette démarche, c'est qu'effectivement, nous sommes allés au bout de ces débats, de chacun d'entre eux. Rien n'a été mis sous le tapis. Personne n'a monopolisé la plume, personne ne réclame de droits d'auteur, personne n'a rallié personne.

Mes chers camarades, si ce rassemblement est possible, c'est qu'aujourd'hui, au fond, nous sommes d'accord sur l'essentiel. J'entendais Christian Paul tout à l'heure défendre sa motion. On a beaucoup travaillé ensemble, j'aurais pu écrire beaucoup de ce que je retrouve dans son texte, je crois même que j'en ai écrit une partie. J'ai entendu aussi Karine Berger, on est assis à côté à l'Assemblée nationale, on partage l'essentiel de ce qu'il faut économiquement pour sortir de la crise économique, avec Pierre-Alain Muet aussi, que je salue. Donc, nous partageons, chers camarades, et je veux m'arrêter, si on m'accorde quelques secondes de plus que les trois minutes imparties, sur cette question qui est essentielle, qui est d'abord la sortie de la crise, parce que nous partageons tous, chers camarades, l'idée que si, dans deux ans, nous n'avons pas sorti le pays de la crise, si dans deux ans, nous n'avons pas des résultats très forts sur le chômage, sur le pouvoir d'achat, alors nos débats de Congrès auront été intéressants, mais ils resteront dans les archives de l'histoire.

Pour sortir de la crise, nous l'avons tous dit, et peut-être que quand nous aurons pris le temps de lire les textes des uns et des autres, nous verrons que nous sommes d'accord, c'est qu'au fond, nous avons cette idée très simple, c'est qu'une politique de l'offre sans demande, c'est comme un couteau sans lame, ça veut dire une économie sans croissance et sans emploi. Une fois qu'on a posé ce diagnostic, il faut évidemment se dire comment y répondre. Et notre réponse, celle que nous avons portée dans notre contribution, c'est de dire qu'il faut trouver les marges de manœuvre là où elles existent, dans cet effort massif que nous avons fait pour les entreprises, le pacte de responsabilité, le CICE, de regarder celles qui ont été utiles, d'éliminer celles qui ne l'ont pas été, et de réinjecter cet argent dans des investissements publics, dans la grande réforme fiscale que nous souhaitons tous et qui permettra de donner du pouvoir d'achat aux plus modestes, dans un dégel des dotations des collectivités locales qui choisiront d'investir. Voilà ce que nous disons dans cette motion et qui est fondamental

si nous voulons que la France réussisse. Maintenant, nous avons un texte qui dit cela, et l'enjeu, bien évidemment, et moi, je suis de ceux qui considèrent que les annonces de la semaine dernière du Premier ministre sont un premier pas très important pour 2015 pour relancer l'investissement public et privé, mais que, bien sûr, tout va se jouer en 2016 et dans la capacité à faire ces choix très importants dont je parle aujourd'hui.

L'essentiel aussi, c'est une deuxième mi-temps du quinquennat qui est tel qu'on l'avait conçu avec François Hollande, c'est-à-dire qu'après les deux ans, trois ans en réalité d'efforts, il y ait deux ans où l'on soit capable de montrer aux Français le progrès social, le progrès écologique et le progrès économique, notamment à travers les investissements publics que nous souhaitons tous.

Moi, je porte avec force cette idée d'une Sécurité sociale professionnelle. J'ai entendu certains qui disaient : « *On n'a pas vu les milliards qui vont avec, donc ce n'est pas une vraie réforme* ». Écoutez, chers camarades, ça fait vingt ans qu'on attend cette belle idée qui est que, tout au long de sa vie, on puisse progresser professionnellement par la formation, cette idée que plutôt que passer par la case chômage quand on perd son emploi, on puisse être formé et puis rebondir professionnellement, cette idée aussi qu'on puisse gérer son temps de manière plus souple, prendre un congé sabbatique quand on a besoin de s'occuper d'un parent malade, d'un enfant qui a besoin qu'on soit auprès de lui, eh bien, cette idée, chers camarades, nous la portons avec force dans notre motion, et non seulement dans notre motion, mais aussi comme une orientation que le Président de la République a annoncé comme la grande réforme des deux années qui viennent.

L'essentiel aussi, je vais être très rapide pour conclure, c'est la clarté sur notre cap idéologique. Nous défendons l'idée d'une nouvelle social-dé-

mocratie. Nous récusons le social-libéralisme, non pas parce que ce serait une idée absurde, mais parce que nous avons constaté que le social-libéralisme, à la fin, notamment dans les années Blair et Schröder, c'est le libéralisme sans le social. Et enfin, chers camarades, nous partageons aussi l'idée de notre rôle, du rôle du parti, j'ai entendu Benoît Hamon à l'instant, j'aurais pu faire, à part son introduction, la même conclusion que lui, c'est que dans cette affaire, nous avons à penser ce qu'est un parti au gouvernement. Ça fait longtemps que nous avons pris l'habitude d'être un parti de gouvernement, c'est-à-dire qui est capable de penser, comme on l'avait fait autour de Martine Aubry, des projets qui sont à la fois ambitieux, qui répondent aux problèmes du monde, mais en même temps réalistes, qui sont financables, et qu'on peut confronter à l'épreuve du pouvoir. Mais ce qu'on n'a pas encore appris, c'est que faire quand on est un parti politique et que les nôtres sont au gouvernement ? Et la clef de ça, qui a fondé d'ailleurs la fronde des parlementaires à laquelle j'ai participé - là, je parle à titre plus personnel -, c'est au fond ce lien organique qu'on doit créer entre le parti et les parlementaires, et qui fait que les grandes orientations que nous disons, que nous décidons, servent de guide d'actions pour nos parlementaires. C'est ce que nous disons dans notre motion et qui, je crois, est la clef de la réussite des deux ans qui viennent.

Je termine juste en une phrase, en nous souhaitant à tous un très bon congrès, en évitant les mots qui blessent. J'ai entendu parler d'édredon, de simulacres, de selfies à l'instant, je crois que vous savez, les Français, ils peuvent accepter tous les débats, mais à condition qu'ils portent sur le fond et sur les idées. Nous allons avoir de beaux débats et je souhaite que ça se poursuive jusqu'au 7 juin et qu'ensuite, on se rassemble. Merci.





NICOLAS BRIEN
SIGNATAIRE DE LA MOTION D

Mes camarades, c'est parti. Ça y est, on rentre dans le Congrès depuis deux heures, et on n'a pas le droit à l'erreur. On n'a pas le droit à l'erreur parce que ce Congrès, il doit être utile, il doit être utile pour tous. On ne peut pas se regarder le nombril. Nous ne sommes plus majoritaires dans ce pays. Le Front national monte, et on est dans un contexte un petit peu particulier, on est au pouvoir, on est aux responsabilités. On peut donc parler aux militants, mais on doit aussi et avant tout parler aux Français.

Les Français, notre Congrès, ça ne les intéresse pas, mais ça les concerne directement. Et c'est pour ça qu'à La Fabrique, la motion D - la motion D comme « débat » -, on a décidé d'apporter un certain nombre de propositions. De propositions parce qu'on ne veut pas trancher le débat sur les personnes, on veut trancher le débat sur les idées. Faisons attention au calendrier, mes camarades. « C'est parti », je disais, c'est parti. En 2016, c'est la primaire à droite. En juin 2015, c'est le Congrès du Parti socialiste. Il y a donc six mois entre le Congrès du Parti socialiste et le début de la campagne présidentielle. On ne peut pas sortir de ce Congrès sans idées et déchirés à cause de querelles de personnes. On est obligé de sortir de ce Congrès par le haut avec le début d'un socle pour une présidentielle qui sera celle de 2017, que nous devons tous gagner ensemble, rassemblés.

Alors, des idées, on en a quelques-unes, on en a 80, c'est un bon début pour une plate-forme présidentielle. Et il y en a quelques-unes, et elles nous paraissent importantes parce que c'est sur ces idées qu'on pourra rassembler la gauche. Rassembler la gauche, c'est absolument fondamental, rassembler déjà les socialistes, puis

ensuite les partis frères, et bien entendu, les citoyens. Alors, on en a quelques-unes, il serait temps de lancer une convention citoyenne, une convention qui rassemble le peuple de gauche autour d'une chose qui nous unit : la contestation des institutions de la Ve République. On peut se poser la question de la suppression du Sénat, on peut se poser la question de l'introduction du tirage au sort dans nos institutions, à commencer par le Conseil économique et social. Et puis on peut se poser la question du cumul dans le temps. Le cumul dans le temps : pourquoi le Président de la République serait soumis au non-cumul dans le temps, à la limitation à deux mandats consécutifs, et pas les autres mandats ? Tirons le fil de la Constitution, allons jusqu'au bout et imposons le non-cumul dans le temps.

Et puis, il y a quelques propositions économiques qui nous rassemblent encore mes camarades, toute la gauche. Toute la gauche. Je pense à la fraude fiscale. On avait dit : « *Mon ennemi, c'est la finance* », on l'a combattue la finance, mais peut-être qu'il est temps de trouver de nouvelles armes, trouver de nouvelles armes, en forger de nouvelles pour aller encore un peu plus loin dans la lutte contre la fraude fiscale. Et puis, on fête l'anniversaire d'une vieille dame cette année, en 2015 ; on fête l'anniversaire de la Sécurité sociale, créée en 1945, nous sommes en 2015, la Sécurité sociale a été inventée pour une France qui n'existe plus, une France rurale, une France jeune, une France où l'espérance de vie dépassait rarement 60 ans. Là encore, on a un beau chantier à lancer.

Ce que je voulais vous dire ici, c'est que plutôt que de nous diviser sur les personnes, rassemblons-nous sur les idées. C'est possible. On l'a vu lors des interventions qui ont précédé. Nous avons des points de convergence. Rassemblons ce qui épars autour d'une seule pierre d'angle : la production d'un projet de transformation sociale dans un cadre républicain, laïc et humaniste. Je vous remercie mes camarades.



GÉRARD COLLOMB
SIGNATAIRE DE LA MOTION A

Mes chers camarades, j'écoutais tout à l'heure Benoît Hamon. Je l'écoutais avec attention. Il disait : « *Les mots comptent* ». Et moi, je suis de ceux qui pensent que les mots comptent. Mais je pense que lorsqu'on est au pouvoir, les faits comptent encore plus que les mots, et qu'on peut avoir le discours que l'on veut, orienté comme on le veut, si demain, on ne résout pas le problème du chômage de masse, si on ne résout pas le problème de la précarisation d'une partie de la France, d'une partie de nos territoires, on pourra habiller cette défaite de tous les mots que l'on veut, ce sera une défaite.

Alors, qu'est-ce qu'il se passe aujourd'hui ? Pourquoi sommes-nous dans cette situation ? Tout simplement parce qu'en l'espace d'une dizaine d'années, et avec la droite, mes chers camarades, notre industrie s'est effondrée, que nous avons perdu en compétitivité. Celui qui dressait ce constat, ce n'était pas un homme de droite, c'était Louis Gallois, à la fois ancien du CERES et en même temps industriel qui reconnaissait la réalité des faits.

Eh bien, mes chers camarades, si nous n'arrivons pas à redresser notre économie, demain, évidemment qu'il n'y aura pas de grandes politiques sociales, que le chômage continuera à augmenter, que la précarisation d'un certain nombre de territoires continuera à se développer. Alors, ce que nous avons décidé depuis quelques années, c'est de prendre le problème à bras le corps, de desserrer la contrainte, de faire en sorte que nos entreprises retrouvent un certain nombre de marges quand aujourd'hui elles n'ont presque plus de trésorerie. Et desserrer la contrainte, je parle des PME, mes chers camarades, pas des multinationales, parce qu'elles, elles se déve-

loppent ailleurs qu'en France et elles ne vous demandent pas votre permission pour investir dans d'autres pays que la France. Mais les PME qui sont dans notre pays, elles doivent retrouver un certain nombre de marges pour pouvoir investir, pour pouvoir ensuite créer de l'emploi.

On voit quelle est la situation aujourd'hui, on voit bien que les mesures que nous avons prises sont en train de produire leurs effets, et qu'avec les politiques menées au niveau européen par Mario Draghi, jamais on n'avait mené de politique monétaire aussi audacieuse, avec la baisse de l'euro, avec la baisse de l'énergie, avec ce que nous avons pris comme mesures, notre économie est peut-être en train de repartir.

Aujourd'hui, ce n'est pas le moment de changer de cap. Il faut effectivement continuer, aller de l'avant, et demain, nous pourrions avoir dans notre pays une reprise de la croissance, nous pourrions avoir une reprise de l'investissement, nous pourrions avoir une reprise de la création d'emplois et résorber ce chômage de masse qui fait évidemment si mal dans nos banlieues. Comment voulez-vous qu'un certain nombre de ceux qui habitent des banlieues où il y a 50 % de chômage chez les jeunes puissent voter pour nous ? On peut bien leur tenir le langage que l'on veut, employer les mots que l'on veut, si l'on ne résout pas les faits, alors à ce moment-là, le Parti socialiste, eh bien, l'avenir sera derrière lui.

Chers amis, ce Parti socialiste, je l'aime, j'aime mon pays. Aujourd'hui, je pense que nous sommes à la croisée des chemins, et que si nous avons le courage de continuer, même si à un moment donné c'est difficile, eh bien, nous allons à nouveau porter un espoir.

Si nous n'avons pas de bilan, mes chers camarades, dans deux ans, bilan économique et donc bilan social, ce ne sera pas la peine de penser à la présidentielle. Nous serons battus, nous serons écrasés. Continuons pour avoir ce bilan. Et puis en même temps, il faut effectivement que notre Congrès soit utile. Et moi, je demande qu'ensemble, plutôt que de se battre sur des ajustements d'aujourd'hui, nous puissions réfléchir ensemble, ouvrir très largement le débat. Tu le disais, un certain nombre d'économistes, de sociologues, de philosophes, sont prêts à travailler avec nous. Discutons ensemble avec eux, dans leur diversité, parce qu'ils portent des analyses assez différentes de la situation française. Et à partir de ce débat, portons ensemble un projet. Mes chers camarades, si nous réussissons dans les deux ans qui viennent, à la fois à avoir un bilan et à porter un projet, alors oui, les élections qui viendront pourront être des élections heureuses, et le Parti socialiste pourra inventer un nouvel avenir pour les Français.



EMMANUEL MAUREL
SIGNATAIRE DE LA MOTION B

Chers camarades, Gérard Collomb nous invite à parler des faits, alors parlons des faits. Le chômage augmente, la précarité augmente, et nous en sommes à la quatrième élection perdue, et perdue lourdement. Et si nous devons faire un Congrès en vérité, en sincérité, moi je vous dirais mon désaccord, mon désaccord avec certains camarades qui, au soir des élections nous disent : « *Finally, c'est mieux que si c'était pire.* » Certains camarades qui nous disent : « *Nous avons tellement entendu le message des Français que nous en tirons les conclusions, nous allons continuer comme avant, comme si de rien n'était, parce que le cap est bon. Certes, les résultats se font attendre, mais le cap est bon.* » Eh bien moi, j'ai un désaccord.

Je ne crois pas que le problème soit que les Français ne voient pas les résultats ; le problème, c'est que le gouvernement ne veut pas voir le résultat des élections et en tirer des leçons. Et la leçon, c'est que le cap, au moins en matière économique, n'est pas bon. Et qu'il ne faut pas seulement, et ce sera le débat du Congrès, cher Jean-Marc Germain, c'est pour ça qu'il faut un devoir en vérité et en sincérité, le débat, ce n'est pas de savoir s'il faut des ajustements. Le débat, c'est : quel nouveau cap pour réussir la fin du quinquennat ? Est-ce que nous sommes d'accord oui ou non pour continuer cette politique qui consiste à baisser les dépenses publiques, à baisser les cotisations sociales sous prétexte de retrouver la compétitivité ? Nous sommes un certain nombre à dire non. Nous sommes un certain nombre à dire qu'en période de croissance atone, c'est-à-dire aujourd'hui, il faut relancer le pouvoir d'achat, relancer le pouvoir d'achat en faisant tout simplement ce que nous préconisons nous-mêmes, nous socialistes, à l'unanimité, en 2011 et en 2012, c'est-à-dire faire par exemple la CSG progressive. J'entends que tout le monde est d'accord, eh bien, faisons-le maintenant

si tout le monde est d'accord. Et n'attendons pas l'année 2016 ou l'année 2017. En relançant l'investissement public et privé. J'entends que tout le monde veut relancer l'investissement public, alors pourquoi on continue à avoir un projet de loi de finances qui prévoit la baisse des dotations aux collectivités locales ?

Si tout le monde est d'accord dans le Parti socialiste, chers camarades, là pour le coup, nous pouvons faire la motion de synthèse maintenant. Faisons-la tout de suite. On peut voter unanimement au Conseil national : les socialistes réunis en Conseil national décident que désormais, on ne baisse pas les dotations aux collectivités locales pour soutenir l'investissement.

Et je suis prêt à ce que Jean-Christophe Cambadélis le propose, et nous le voterons tous.

Parce que chers camarades, et je finis par là, il faut répondre à l'urgence économique et sociale. Il faut aussi répondre à l'urgence politique, et Benoît Hamon a eu raison de rappeler l'incroyable désarroi idéologique d'une gauche qui ne se reconnaît pas, parfois, dans les mots. Jean-Marc Germain parlait des mots qui blessent. Mais moi, je vais vous en parler, des mots qui blessent. Je ne comprends pas comment on peut à la fois en appeler à un nouveau Front populaire et tolérer que notre ministre de l'Économie explique à longueur de colonnes ce que le chômage est si élevé en France, c'est que les travailleurs français sont trop protégés. C'est ce qu'il a dit hier. Alors franchement, est-ce que c'est ça, le devoir de sincérité entre nous ?

Oui, nous voulons tous rassembler la gauche. Et moi, je suis désolé, je déteste le procès en illégitimité qui consiste à dire que nous empruntons les idées aux autres. Moi, je suis socialiste, fier d'être socialiste, fier d'être militant au Parti socialiste. Je ne suis pas au Front de gauche, je ne suis chez les écologistes, mais parfois oui, c'est vrai, je ne reconnais pas mon propre parti quand j'entends certains camarades du gouvernement parler de la gauche et de son avenir. Oui, et j'ai le droit moi aussi de me revendiquer de la fierté d'être socialiste.

Alors, chers camarades, si on veut rassembler la gauche, on ne la rassemble pas sur une ligne qui la divise et qui la fracture durablement. Pour cela, il faut un Parti socialiste qui soit fort, il faut un Parti socialiste qui soit autonome. Nous le dirons tous dans nos motions, mais là aussi, cher Gérard Collomb, les faits sont têtus : que ce soit sous Harlem Désir ou sous Jean-Christophe Cambadélis, le parti a écrit des positions à propos de projets de loi du gouvernement. Il les a transmis au gouvernement. À chaque fois, la réponse a été la même : « Nous avons entendu le message du Parti socialiste, c'est la raison pour laquelle nous ne reprenons pas cette position. »

Si vous voulez vraiment infléchir la position et réussir le quinquennat, choisissez la motion qui vous propose un vrai changement, et cette motion, c'est celle qui est conduite par Christian Paul, À gauche pour gagner.

Merci et bon congrès !



Chers amis, chers camarades, lorsque nous en arriverons à la fin de ce quinquennat, c'est-à-dire à peu près en mai 2017, il y a une grande question que les Français nous poseront, c'est notre responsabilité, non pas forcément dans la défaite ou la réussite électorale, mais notre responsabilité dans notre capacité à faire réussir la France, c'est-à-dire à faire baisser le chômage, à redonner confiance dans l'action politique, à diminuer la menace extrémiste, à diminuer la xénophobie, à faire reculer le déni, la défiance, la désespérance sociale et la précarité. C'est ça, notre seul objectif. Alors, pour atteindre cet objectif, il y a une grande question que nous nous posons aujourd'hui, et à laquelle nous n'avons manifestement pas tous la même réponse, c'est : quels sont les meilleurs moyens de faire réussir la France ?

Quand je dis nous, nous socialistes, je parle évidemment du Parti socialiste puisque nous nous prononçons aujourd'hui au nom du Parti socialiste. Mais dans la tête des Français, le Parti socialiste, la majorité socialiste au Parlement, et le gouvernement, c'est la même chose, c'est exactement la même chose. Alors après, il y a deux attitudes possibles. Il y a une première attitude qui consiste à dire : « *Nous sommes socialistes, mais vous comprenez, ce qui se passe au gouvernement, ce n'est pas nos affaires, nous on n'a pas voulu ça.* »

Faisons un peu d'histoire quand même. Je ne reviens même pas sur la primaire. Le premier projet de loi de finance qui est voté, pour la loi de finance 2013, qui est voté en 2012, et qui est voté avec une très large majorité de nos parlementaires, c'est le projet de loi de finances qui prévoit 30 milliards de diminution de la dépense publique. Le deuxième texte qui marque une orientation claire, après : « *Mon ennemi c'est la finance* », le deuxième texte qui marque une orientation claire, c'est cette espèce d'ersatz de fausse loi

de séparation des activités bancaires dont on sait très bien qu'au final, elle est en-deça de nos attentes. Alors, on peut dire aujourd'hui, en 2015, et parce que les sondages ne vont pas bien et parce qu'on a perdu les élections locales, c'est vrai : « *Ah mais en fait, on n'y était pour rien, ce n'est pas nous ça, c'est les autres.* » On peut dire ça. Mais comment le lisent les Français ? Comment le lisent-ils ? Ils se disent : « *Ah ben voilà, les rats quittent le navire, ils ne sont pas capables d'être loyaux, ils ne sont même pas capables de se mettre d'accord.* »

Alors moi, mes chers camarades, ce que je veux dire ici aujourd'hui, c'est que nous avons des débats, nous avons tous individuellement des doutes, nous avons le droit d'avoir des doutes, nous avons même le devoir de mener ces débats. Mais attention, le seul moyen d'être efficace dans notre capacité à faire réussir la gauche, c'est d'abord de penser à l'amélioration concrète.

Et moi, je vois dans ce texte auquel nous avons contribué, deux pistes, qui ont été reprises et qui me semblent structurantes pour l'avenir de notre pays. La première, c'est la question de l'investissement majeur dans l'enfance et la jeunesse. Pourquoi ? Parce qu'on sait très bien que de zéro à dix ans, tout se joue. Non mais ce n'est pas juste un sujet de femmes, comme je l'ai entendu, ce n'est pas juste un sujet de mère de famille. De zéro à dix ans, il y a des prix Nobel, comme Heckman, un libéral américain, qui disent : « *Voilà, les inégalités se cristallisent à cet âge-là.* » Quand vous arrivez à l'école maternelle, que chez vous, vous n'avez personne qui vous parle bien le français, vous arrivez avec un handicap de un an dans l'apprentissage du langage. Statistiquement, vous êtes celui qui décrochera scolairement. Et statistiquement, vous êtes donc celui qui ne s'en sortira pas. Investir massivement à ce moment-là, c'est structurant. Donc, ce qu'il faut, c'est orienter les politiques publiques dans cette direction, et par exemple dire qu'il faudra, et ce sera notamment l'un des points du texte, imposer la scolarisation dans toute la France, le plus vite possible, pour les enfants de moins de 3 ans. C'est un exemple.

Parlons-en, du budget. J'entends que le CICE n'a pas produit les effets escomptés, et j'entends aussi que le pacte de responsabilité aujourd'hui devrait être remis en cause. Mais moi, je suis d'accord avec ça. Mais attendez, on l'a mis en place il y a un an ; attendons les analyses de l'évaluation. On ne va pas dire à chaque fois : on commence et on change tout. Donc, et j'en terminerai par là, je crois profondément que nous avons besoin de ce débat entre nous, mais je crois aussi que ce Congrès que nous sommes en train de préparer, il arrive à un moment charnière. De deux choses l'une : soit on réussit à construire les moyens d'améliorer les politiques mises en place, et le Parti socialiste, contrairement à ce que j'ai entendu ici ou là, joue son rôle, mais moi je crois que c'est plus efficace d'agir de l'intérieur que d'agir à l'extérieur. Car je crois que pour gagner, nous devons être unis. C'est la seule chose, je crois, qui nous permettra de faire réussir la France en 2017.



YANN GALUT
SIGNATAIRE DE LA MOTION D

Mes chers camarades, nous considérons tous que ce Congrès doit être utile : utile aux militants socialistes, utile au Parti socialiste, utile à la gauche, et utile à la France. Mais comme vous, j'ai participé aux assemblées générales de contribution, comme vous, j'ai rencontré des militants, comme vous, je les ai écoutés, et ce que nous ont dit les militants dans cette phase-là, elle est quand même intéressante, les questions qu'ils nous ont posées, les remarques qu'ils nous ont faites, la question essentielle qui est ressortie de l'ensemble des débats sur les contributions, c'est : à quoi, nous, militants socialistes, servons-nous ? À quoi, aujourd'hui, le Parti socialiste sert-il après deux ans et demi, trois ans de soutien au gouvernement ? Avons-nous entendu la voix du Parti socialiste ? Est-ce que le Parti socialiste a proposé des choses ? Et quand il a pris des décisions, quand il y a eu des débats au bureau national, eh bien, ce qui est ressorti de cela a-t-il été entendu par le gouvernement ? Je crois, mes chers camarades, que vous avez un petit peu la réponse. Et sans aucune polémique avec des propos que je viens d'entendre, rappelant le programme présidentiel qui était le nôtre, moi, je vous le dis, camarades, en tant que député socialiste, je ne me suis pas fait élire en 2012 sur le pacte de responsabilité, je ne me suis pas fait élire en 2012 sur le CICE. Ça ne veut pas dire qu'il ne fallait pas le faire obligatoirement, ça, c'est une autre question, mais pour nous, il est essentiel et il aurait été essentiel que ces débats-là soient posés au sein du Parti socialiste et que l'ensemble des militants socialistes puisse se prononcer sur ces questions-là. Et c'est à ce stade-là qu'on aurait pu véritablement s'appuyer sur le Parti socialiste. Cela n'a absolument pas été le cas. Le Parti socialiste n'a ni été entendu, ni consulté en tant que tel depuis deux ans et demi, depuis trois ans, et c'est un gros problème de dysfonctionnement pour l'ensemble du Parti socialiste. Deuxième chose importante, et en vous disant ça, mes chers camarades, je ne vise personne en par-

ticulier, mais je vous le dis : peut-on continuer à accepter que des candidats socialistes, à quelque élection qu'ils soient, signent des engagements écrits, devraient normalement répondre au statut de notre parti, et qu'une fois qu'ils sont en responsabilités, se dédouanent par rapport à cela ? Est-il normal qu'il y ait encore autant de députés socialistes qui n'ont pas respecté le non-cumul des mandats ? Alors qu'il était demandé à chaque député socialiste, en novembre 2011, quand nous nous sommes présentés devant les militants qui ont voté pour nous, de signer une lettre d'engagement qui faisait qu'au plus tard, en septembre 2012, nous devions démissionner de nos postes de président ou de vice-président, ou de maire, ou de maire-adjoint. Elle est où, la parole des militants socialistes comme ceux-là ? Et je vous pose une question collective, je nous pose une question collective, mais mes chers camarades, est-ce que le bureau national du Parti socialiste va valider les candidatures à la candidature des régionales de certains qui auront terminé leur troisième mandat d'exécutif, alors que nous avons voté à l'unanimité lors du dernier Congrès du Parti socialiste le fait que, eh bien, les présidents d'exécutif ne feraient que trois mandats ? Donc moi, je vous pose la question, mes camarades : à quoi sert le Parti socialiste dans la mesure où on ne respecte pas nos propres statuts ? Et c'est ça que nous proposons par rapport à la motion que nous représentons avec Karine Berger, Dominique Bertinotti, Nicolas Brien, et d'autres, bien entendu, c'est le fait qu'il y ait le respect de la parole des militants, mais aussi le respect du Parti socialiste. Et nous avons des propositions, alors des propositions où nous pouvons, nous le pensons, toutes et tous nous retrouver. Faisons du Parti socialiste un parti participatif, et mettons au cœur des débats non seulement, et faisons-les trancher par les militants, non seulement les questions économiques et sociales, mais aussi toutes les questions sociétales, c'est le rôle du Parti socialiste.

Mettons, je dirais, en cause le fonctionnement de notre Parti socialiste. Généralisons les primaires citoyennes quand les sections le demandent, et faisons par exemple en sorte, parce qu'on a eu des événements ces derniers mois ou ces dernières années, que quand il y a des parachutages nationaux assez incompréhensibles, notamment au niveau des européennes, eh bien, qu'il y ait un droit de veto, qu'il y ait un droit de veto des militants socialistes au niveau des circonscriptions ou au niveau des villes, parce que ça, c'est respecter la démocratie des socialistes et faire en sorte que nous respectons nos propres militants. Alors voilà, mes chers camarades, quelques pistes et quelques idées.

Je crois que si nous voulons réussir en 2017, bien entendu, mais si nous voulons réussir ce Congrès socialiste, eh bien, nous devons respecter la parole des militants, nous devons respecter nos engagements, nous devons respecter nos statuts. En tout cas, avec la motion que nous portons, La Fabrique, nous vous invitons à retrouver nos propositions concernant le fonctionnement du Parti socialiste. Je vous remercie.



La confusion, mes chers camarades, mes chers amis et camarades, la confusion, voilà l'ennemi. La confusion, d'autres plus autorisés que moi avaient dit « le flou ». La confusion des méthodes, la confusion des idées, la confusion des programmes, la confusion des propositions, cette confusion qui fait système et qui nous amène là où nous sommes, cette confusion que l'on veut encore faire prévaloir dans ce Congrès en nous proposant une motion hétéroclite, dont je ne dois pas dire d'ailleurs que j'ai été rassuré en entendant Jean-Marc sur la cohérence et sur l'identité.

Cette confusion faite de petites habiletés, de petits arrangements, que balaie l'actualité, et que balayera la crise si nous ne sommes pas capables au contraire de faire le choix de la clarté.

La question qui nous est posée dans ce Congrès n'est pas de savoir si nous remettons en question la légitimité du président de la République. Qui y songe ? La question qui nous est posée n'est pas de savoir si nous souhaitons qu'une certaine manière adhère aux thèses de la gauche du parti, ses différentes sensibilités ? Que ferais-je ici, même si j'ai décidé de travailler à leurs côtés ? La question n'est pas de savoir si nous voulons menacer l'unité de parti, que ferions-nous tous rassemblés dans cette salle ? La question, elle est simple, la seule vraie question, celle que Jean-Christophe n'a pas abordée tout à l'heure, ou plutôt à chercher à éviter, c'est celle qui consiste à se demander si la politique que nous avons proposée aux Français en 2012 était la bonne et reste la bonne ? Aussi, nous considérons que les inflexions qui ont été apportées depuis lors étaient raisonnables, satisfaisantes et pertinentes. Avons-nous eu raison de renoncer à remettre si vite en question la logique austéritaire de l'Union européenne, dès l'été 2012 ? Avons-nous eu raison de substituer

à la volonté qui était la nôtre, et qui était dans le rapport Gallois, cher Gérard Colomb, de soutenir l'investissement productif pour mettre tous nos moyens sur la baisse du coût du travail ? Avons-nous eu raison de faire les choix qui ont été faits en matière fiscale sans distinguer suffisamment pour les plus modestes ?

Si oui, alors nous devons considérer que les difficultés que nous avons aujourd'hui ne dureront pas, que nous allons pouvoir l'emporter aux régionales et l'emporter ensuite aux présidentielles. Si oui, alors c'est que vous pensez que les municipales, les européennes, les sénatoriales, les départementales, n'ont été qu'un accident. Si oui, c'est que vous considérez qu'à l'issue de ce Congrès, les catégories populaires qui se sont éloignées de nous vont revenir sous les vivats et dans l'enthousiasme.

Si vous le pensez, vous devez soutenir la motion que présente notre premier secrétaire.

Mais si vous en doutez, alors vous devez vous demander si votre responsabilité, indépendamment des courants, des sensibilités auxquelles vous appartenez ou vous avez appartenu, si votre responsabilité n'est pas de dire qu'il faut effectivement infléchir la politique qui a été conduite, retrouver le sens que nous voulions donner dès 2012, bref, retrouver un véritable élan. C'est bien cela la question qui nous est posée. Et nous avons chacun une responsabilité éminente.

Nous qui sommes des parlementaires, des dirigeants nationaux de ce parti, nous n'avons pas été choisis ni élus par nos concitoyens et les militants simplement pour endosser des erreurs et des décisions prises ailleurs. Nous avons été choisis pour représenter une idée, qui est l'idée socialiste, pour la défendre et pour la promouvoir. Et lorsqu'elle est en danger, pour nous dire que nous devons nous mobiliser et chercher d'autres solutions que celles qui nous seront proposées.

C'est là le rôle d'un parti, c'est là le rôle des instances de ce parti, c'est là le rôle qui est attendu des militants qui devront se prononcer. Il n'y a pas d'autre débat. Tous ceux qui chercheront à créer la confusion, en mêlant les propositions, en essayant d'écarter ces choix du vote des militants, tous ceux-là contribueront un peu plus à nous affaiblir. Et tous ceux qui, au contraire, comme l'a fait Christian Paul et ceux qui se sont exprimés dans ce sens, qui nous feront prendre conscience des choix que nous avons à réaliser, ceux-là seront utiles, non seulement pour donner un nouvel élan sur le court terme, mais aussi parce qu'à travers la motion qu'ils défendent, ils nous proposent de nous placer dans une autre perspective. Car la confusion, la pire peut-être, c'est celle des idées. Nous ne savons plus où nous en sommes, de la mondialisation à la crise financière, de la crise écologique aux problèmes que nous rencontrons sur le plan international, le socialiste ne sait plus dire

qui il est. Ce qui fait d'ailleurs que d'autres parlent à sa place. Et d'autres qui croient être socialistes sans forcément le parler convenablement, pour reprendre une formule de François Mitterrand.

Oui, nous devons refonder l'idée socialiste en nous appuyant sur ce double défi que nous lance la mondialisation et que nous lance la crise climatique. Ça s'appelle l'écosocialisme, qui a trouvé d'ailleurs un premier écho dans la déclaration qui a été présentée par la direction du parti, mais un paragraphe. Ce n'est pas un paragraphe qu'il faut écrire, c'est une nouvelle ambition qu'il faut construire, parce que la bataille que nous aurons à mener contre l'exploitation des ressources naturelles, contre l'appauvrissement de la planète, est la même que celle que nous avons dû mener contre l'exploitation des personnes humaines et contre la volonté du capital d'empêcher qu'il y ait aucune régulation sur le plan juridique et sur le

plan social. Et là-dessus, nous pouvons refonder une idée socialiste, et en investissant massivement dans la transition énergétique, en complétant la politique menée par un effort significatif en la matière, pour reconquérir des emplois, soutenir notre industrie, recréer de la confiance, nous ouvrons aussi une perspective qui nous permettrait de nous dire à nouveau socialistes, pas simplement en baissant la tête ou avec une forme de tristesse en pensant aux défaites que nous avons accumulées et à celles qui nous attendent, mais en nous disant que nous sommes les héritiers d'une histoire, qui nous porte, mais qui nous porte à la condition que nous sachions ouvrir justement les chemins qui sont ceux de l'avenir, et pas simplement se préoccuper de savoir comment on gagnera un Congrès, comment on gardera un parti, contrôlera un bureau national. Le socialisme vaut mieux que cela.



LOUIS-MOHAMED SEYE
SIGNATAIRE DE LA MOTION C

Bonjour à toutes et à tous, bonjour chers camarades. Je vais dire quelques mots pour notre motion Osons un nouveau pacte citoyen et républicain. Comme vous le savez, comme Florence l'a expliqué tout à l'heure, c'est la motion des militants, c'est la motion de gens de terrain, qui font des diagnostics. Elle a tout expliqué, je ne reviens pas là-dessus. Je voudrais commencer par citer un auteur, je pense que quelques-uns d'entre vous le connaissent, qui s'appelle Amadou Hampâté Bâ. Il disait : « *Le puissant et majestueux baobab, le roi de la savane, est né d'une graine pas plus grosse qu'un grain de café* ».

Cela veut dire que nul ne sait de quelle action apparemment modeste sortira l'événement qui va changer la face des choses. Donc, on ne sait pas de quoi va accoucher notre Congrès, mais en tout cas, moi, je tiens à dire qu'il y a beaucoup de belles choses qui ont été écrites et qu'il y a beaucoup de propositions qu'on pourrait reprendre et dont on peut être fier d'être socialistes, on peut être fier de nos valeurs, et je crois qu'il ne faut pas mettre notre fierté socialiste sous le bras.

Alors, je vais dire quelques mots sur la diversité, c'est une vieille antienne ça aussi, c'est un combat de plus de vingt ans, mais il faut encore le rappeler, nous devons faire des progrès. Je ne vais pas développer, mais j'en ai déjà parlé la dernière fois, il faut qu'on fasse encore des progrès là-dessus, parce que cela avance trop lentement. Quand j'étais secrétaire national du Parti socialiste à l'égalité citoyenne, j'ai vu en France beaucoup de talents de la diversité, justement, qui ne demandaient qu'à éclore et, malheureusement, ils étaient empêchés par ce plafond de verre dont on parle souvent pour nos cadres qui sont issus des quartiers populaires ou de l'immigration.

Nous, notre rêve, dans cette motion, notre rêve, c'est la France plurielle. Et j'en avais parlé là aussi, c'est l'avènement de la France plurielle. Notre rêve, c'est les quartiers populaires, c'est les quartiers populaires qui ont déserté le vote, qui ont fourni la grande masse des abstentionnistes aux dernières élections. Et il faut vraiment faire un effort pour aller reconquérir ces quartiers, et nous avons quelques solutions là aussi dans notre motion, et je ne développe pas là non plus.

Vous savez que dans certains quartiers, tout à l'heure Gérard Colomb en a parlé, il y a plus de

30 à 40 % de chômage, et ça c'est intolérable, on ne peut pas l'accepter en tant que socialistes, ce n'est pas possible.

Nous avons aussi le combat contre la grande pauvreté, il y a presque 9 millions de pauvres dans notre pays, la précarité que ça engendre, vous le savez, là aussi, il faut que l'on prenne ce dossier à bras le corps.

Et puis, j'ai peur d'oublier, je dis tout de suite, quelque chose, une antienne de plus de trente ans, le droit de vote des étrangers ; ça, on y tient vraiment, c'est important pour nous, et ça peut aussi amener les Français issus de l'immigration à nous rejoindre.

Le co-développement aussi, on en parle dans notre motion, c'est un moyen d'assurer une cohésion sociale avec les associations des étrangers, là non plus, je ne développe pas.

Et je veux, là, maintenant, rendre hommage aussi aux associations de défense des droits de l'homme que j'avais reçues à Solferino et aux associations de jeunesse et d'éducation populaire grâce auxquelles de nombreux jeunes ont pu réussir leur vie, et ça, c'est quelque chose... Vous savez qu'il y a beaucoup de ces dirigeants et de ces bénévoles qui partagent nos idées, et là encore, il faut reconstruire le lien avec eux. Vraiment, il faut qu'on se remette sur l'ouvrage.

Pour revenir à la diversité, je pense que la diversité, elle doit être en première ligne pour lutter contre tous les extrémismes religieux et politiques. La diversité est bien placée pour ça, et vous savez qu'il y a vraiment un très grand malaise dans les quartiers populaires par rapport à la montée du Front national, nous ne vivons pas cela avec gaieté de cœur. On le vit très mal, et je pense que là, il y a un très grand travail, il faut reconstruire le lien, il faut reconstruire quelque chose vraiment pour « récupérer » (entre guillemets) tout notre électeurat populaire et toutes les classes populaires et les classes moyennes, il faut vraiment faire quelque chose.

Il faut une laïcité plus ouverte, parce qu'on a l'impression que nous sommes trop sur la défensive aussi sur ce plan-là.

Voilà. Je termine. Alors, je pense que le Président de la République, il a besoin de tout le monde, il a besoin de nous tous pour réussir en 2017. C'est possible. On peut le faire. Je crois qu'on entend dire que les indicateurs commencent à être au vert, pourquoi pas, il faut y croire. Nous, de toute façon, nous n'avons jamais été défaitistes, nous sommes là pour dire seulement nos propositions, pour dire « Attention », pour tirer les sonnettes d'alarme là où il faut, je suis très fier de la proposition qu'a fait Thierry sur l'économie verte, il y a des pépites comme ça dans notre motion, je crois, qui sont partagées par beaucoup, Gaétan Gorce

aussi en a parlé, donc je crois qu'il faut vraiment essayer de tirer la quintessence de tous les socialistes de bonne volonté, mais je crois qu'on est tous de bonne volonté pour réussir notre Congrès, pour faire avancer notre parti. Et je voudrais terminer quand même en disant que tout de même, nous sommes un grand pays, et que vraiment, nous sommes un grand peuple, et que je suis très fier d'être socialiste, et que je suis très fier d'être Français aussi.



INVITATION

VENDREDI 1^{er} MAI 2015

Dans le cadre de la Fête du 1^{er} mai, jour important pour le monde du travail, souvenir de luttes, de manifestations pour la défense des droits des salariés, des chômeurs et précaires,

Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste
et **François Vauglin**, maire du XI^e arrondissement de Paris

vous invitent le vendredi à 11h, place Léon-Blum,
à Paris dans le XI^e arrondissement

Un discours sera prononcé en l'honneur de Léon Blum et de son combat,
suivi d'un dépôt de gerbe.

Réponse svp au plus tard mardi 28 avril 2015 : jc.cambadelis@parti-socialiste.fr

